



SESSION ORDINAIRE 2022-2023

17 NOVEMBRE 2022

ASSEMBLÉE RÉUNIE
DE LA COMMISSION
COMMUNAUTAIRE
COMMUNE

PROJET D'ORDONNANCE

modifiant l'ordonnance du 24 avril 2008
relative aux établissements d'accueil ou
d'hébergement pour personnes âgées

RAPPORT

fait au nom de la commission
de la Santé et de l'Aide aux personnes

par Mme Magali PLOVIE (F)

Ont participé aux travaux de la commission :

Membres effectifs : M. Ibrahim Dönmez, Mmes Véronique Jamoulle, Magali Plovie, Farida Tahar, Marie Lecocq, M. David Leisterh, Mmes Nicole Nketo Bomele, Marie Nagy, MM. Juan Benjumea Moreno, Gilles Verstraeten, Mme Khadija Zamouri.

Membres suppléants : M. David Weytsman, Mme Els Rochette.

Autres membres : MM. Jan Busselen, Emmanuel De Bock, Mme Gladys Kazadi.

Voir :

Document de l'Assemblée réunie :

B-132/1 – 2022/2023 : Projet d'ordonnance.

GEWONE ZITTING 2022-2023

17 NOVEMBER 2022

VERENIGDE VERGADERING
VAN DE
GEMEENSCHAPPELIJKE
GEMEENSCHAPSCOMMISSIE

ONTWERP VAN ORDONNANTIE

tot wijziging van de ordonnantie van 24 april
2008 betreffende de voorzieningen voor
opvang of huisvesting van bejaarde personen

VERSLAG

uitgebracht namens de commissie
voor de Gezondheid en Bijstand aan personen

door mevr. Magali PLOVIE (F)

Aan de werkzaamheden van de commissie hebben deelgenomen:

Vaste leden: de heer Ibrahim Dönmez, mevr. Véronique Jamoulle, mevr. Magali Plovie, mevr. Farida Tahar, mevr. Marie Lecocq, de heer David Leisterh, mevr. Nicole Nketo Bomele, mevr. Marie Nagy, de heren Juan Benjumea Moreno, Gilles Verstraeten, mevr. Khadija Zamouri.

Plaatsvervangers: de heer David Weytsman, mevr. Els Rochette.

Andere leden: de heren Jan Busselen, Emmanuel De Bock, mevr. Gladys Kazadi.

Zie:

Stuk van de Verenigde Vergadering:

B-132/1 – 2022/2023: Ontwerp van ordonnantie.

I. Exposé introductif de M. Alain Maron, membre du Collège réuni

Le membre du Collège réuni a tenu devant les commissaires le discours suivant :

« Introduction

Ce projet a fait l'objet d'un travail de préparation important des services d'Iriscare, dont je tiens aujourd'hui à saluer l'abnégation. Alors même que nous entamons la première campagne de vaccination contre la Covid-19, début 2021, le service juridique d'Iriscare redoublait d'efforts pour préparer avec mon cabinet un avant-projet ambitieux qui répond aux enjeux de réorganisation du secteur, enjeux dont nous sommes ici tous conscients.

Ce projet a été mûrement réfléchi, avec l'ensemble des membres du Collège réuni, et largement concerté au sein des instances d'Iriscare. Les avis du Conseil de gestion de la santé et de l'aide aux personnes d'Iriscare, rendus les 28 septembre 2021 et 22 février 2022, ont été entendus et intégrés dans le texte quand cela s'avérait pertinent, avec pour ambition ultime d'agir pour l'intérêt général des Bruxellois, tout en respectant les intérêts particuliers du secteur.

Avant d'entamer avec vous l'analyse du texte, permettez-moi de vous présenter succinctement le plan de mon intervention.

Il me semble important de débiter en rappelant les mesures prises par les exécutifs bruxellois pour renforcer le continuum d'aide et de soins aux aînés. On ne peut en effet comprendre le texte qui vous est soumis sans envisager l'ensemble de ce qui est entrepris par ailleurs.

Je poursuivrai ensuite en vous indiquant le trajet dans lequel ce projet d'ordonnance s'inscrit, avant de tracer le fil de la réforme en cours pour les maisons de repos.

Le contexte ayant été placé, j'en viendrai enfin au cœur du sujet du jour : le projet d'ordonnance à l'examen. Je me permettrai de vous exposer de manière synthétique trois constats qui ont guidé les trois axes d'action fondateurs de ce projet. Et ce, avant de conclure et de vous laisser la parole.

1. Le continuum

Je voudrais commencer par rappeler que l'ambition du Collège réuni est de renforcer et de rééquilibrer l'ensemble du continuum d'aide et des soins aux aînés, allant du domicile à la maison de repos et de soins.

À cet égard, vous le savez, nous avons augmenté de plus

I. Inleidende uiteenzetting van de heer Alain Maron, lid van het Verenigd College

Het lid van het Verenigd College heeft voor de commissieleden de volgende toespraak gehouden:

“Inleiding

Aan dit ontwerp is veel voorbereidend werk van de diensten van Iriscare voorafgegaan en ik wil hen bedanken voor hun grote inzet. Precies op het moment dat wij de eerste vaccinatiecampagne tegen Covid-19 organiseerden, begin 2021, heeft de juridische dienst van Iriscare zijn inspanningen verdubbeld om, samen met mijn kabinet, een ambitieus voorontwerp voor te bereiden waarmee ingespeeld wordt op de uitdagingen van de reorganisatie van de sector, waarvan wij ons hier allemaal bewust zijn.

Over het ontwerp is zorgvuldig nagedacht, met alle leden van het Verenigd College, en het is uitgebreid besproken binnen de Iriscare-instanties. De adviezen van de Beheerraad voor Gezondheid en Bijstand aan Personen van Iriscare, uitgebracht op 28 september 2021 en 22 februari 2022, zijn gehoord en, indien relevant, in de tekst verwerkt, met de uiteindelijke ambitie om in het algemeen belang van de Brusselaars te handelen, met inachtneming van de specifieke belangen van de sector.

Alvorens de tekst met u te analyseren, wil ik u kort de structuur van mijn toelichting presenteren.

Het lijkt mij belangrijk eerst te herinneren aan de maatregelen die de Brusselse uitvoerende machten hebben genomen om het continuüm van hulp en zorg voor senioren te versterken. Het is namelijk onmogelijk de aan u voorgelegde tekst te begrijpen zonder rekening te houden met wat elders wordt ondernomen.

Vervolgens zal ik het traject bespreken waarin deze ontwerpordonnantie past en daarna zal ik de lopende hervorming van de rusthuizen toelichten.

Wanneer ik zo de context heb geschetst, zal ik tot de kern van het onderwerp van vandaag komen: de ontwerpordonnantie in kwestie. Ik zal de vrijheid nemen om kort drie vaststellingen te belichten die de drie fundamentele actielijnen van dit ontwerp hebben geleid. En tot slot zal ik besluiten en u het woord geven.

1. Continuüm

Om te beginnen wil ik eraan herinneren dat het Verenigd College de ambitie heeft om het hele continuüm van hulp en zorg voor senioren, van thuis tot in het rust- en verzorgingshuis, te versterken en opnieuw in evenwicht te brengen.

In dat verband hebben wij, zoals u weet, het urenquota

de 8 % le contingent d'heures d'aide à domicile, et ce, aussi bien au niveau de la Commission communautaire commune que de la Commission communautaire française. Cette hausse est inédite depuis au moins 20 ans, et permet aux services de répondre bien plus efficacement à la demande qui ne cesse de croître.

Nous avons également renforcé différents réseaux d'entraide de quartier à destination des aînés, que ce soit via la pérennisation des trois projets pilotes lancés sous la législature précédente ou via l'augmentation significative de notre soutien aux ASBL 'Bras dessus Bras dessous', 'Samen Toujours' et 'Accolage', notamment. Autant de projets qui développent des antennes de quartier mettant en contact des volontaires et des personnes âgées à domicile, renforçant leur capital social et contribuant à leur autonomie au quotidien. Cet axe d'action est essentiel lorsqu'il s'agit d'envisager le maintien au domicile. En effet, alors que l'autonomie diminue, les quelques soutiens et moments privilégiés apportés par ces réseaux d'entraide constituent des ressources précieuses.

Aussi, au-delà de la création de nouveaux centres de jour, nous avons massivement investi dans le développement de 'résidences services sociales' ces deux dernières années, via deux appels à projets. En 2021 et 2022, près de 2 millions d'euros ont été investis pour soutenir le développement des infrastructures de trois projets concrets, et la norme de croissance d'Iriscare a été mise à contribution pour en financer structurellement le fonctionnement. L'idée derrière ces projets est simple : nous voulons développer des structures agréées comme résidences services qui vont plus loin que l'agrément et mettent en œuvre une politique de prix accessibles, tout en proposant un projet de vie communautaire renforcé.

Vous l'avez compris, nous travaillons à augmenter l'ensemble de l'offre et la qualité de celle-ci, afin de répondre aux besoins actuels et d'anticiper les besoins futurs.

Tout cela répond à notre ambition d'offrir une vie digne aux aînés, qui sont trop souvent invisibilisés dans notre société. La réforme des maisons de repos que je vais détailler ensuite, ainsi que toutes les politiques que nous mettons en œuvre pour l'ensemble du continuum, sont guidées par la volonté éminemment démocratique de garantir à chaque aîné l'accès aux aides et aux services qui lui conviennent, dans le cadre qui lui plaît, avec les intervenants qui lui correspondent. Chacun doit avoir la possibilité de choisir en fonction de ses besoins, et non de ses ressources. Chacun a le droit à une vie digne, peu importe son âge. Et chacun des travailleurs des services actifs dans le continuum a le droit d'évoluer dans des conditions respectueuses, inspirantes et valorisantes.

2. La réforme du secteur des maisons de repos et des maisons de repos et de soins

Permettez-moi maintenant de m'attarder quelques minutes sur la réforme des maisons de repos, qui s'inscrit dans ce cadre, sachant que le projet d'ordonnance qui vous est soumis ce jour est une étape importante dans un trajet transversal de réforme.

Ce trajet a déjà été entamé durant la première partie de la

pour l'huishulp met meer dan 8% verhoogd, zowel op het niveau van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie als op dat van de Franse Gemeenschapscommissie. Zo'n verhoging was al minstens twintig jaar niet meer gezien en ze stelt de diensten in staat om veel doeltreffender in te spelen op de almaar toenemende vraag.

Wij hebben ook verschillende buurthulpnetwerken voor senioren versterkt, hetzij door de drie proefprojecten die tijdens de vorige legislatuur werden opgestart te bestendigen, hetzij door onze steun aan met name de vzw's 'Bras Dessus, Bras Dessous', 'Samen Toujours' en 'Accolage' aanzienlijk te verhogen. Al die projecten ontwikkelen buurtantennes die vrijwilligers in contact brengen met senioren die thuis wonen, en dat versterkt hun sociaal kapitaal en bevordert hun dagelijkse autonomie. Deze actielijn is essentieel als het om thuis blijven wonen gaat. Wanneer de autonomie afneemt, vormen de weinige steun en bevoorrechte momenten die deze hulpnetwerken bieden immers kostbare hulpbronnen.

Naast de oprichting van nieuwe dagcentra hebben wij de voorbije twee jaar ook fors geïnvesteerd in de ontwikkeling van 'sociale serviceresidenties', via twee projectoproepen. In 2021 en 2022 is bijna 2 miljoen euro geïnvesteerd om de infrastructuurontwikkeling van drie concrete projecten te ondersteunen en is de groeinorm van Iriscare gebruikt om de werking ervan structureel te financieren. Het idee achter die projecten is eenvoudig: wij willen structuren ontwikkelen die erkend zijn als 'serviceresidentie' en die verder gaan dan de erkenning, en een toegankelijk prijsbeleid voeren en tegelijk een versterkt project van gemeenschapsleven aanbieden.

Zoals u ziet, werken wij aan de uitbreiding van het volledige aanbod en de kwaliteit ervan om aan de huidige behoeften te voldoen en te anticiperen op de toekomstige behoeften.

Dat alles sluit aan bij onze ambitie om senioren, die in onze samenleving te vaak onzichtbaar zijn, een waardig leven te bieden. De hervorming van de rusthuizen, die ik hierna zal toelichten, alsook al het beleid dat wij voor het hele continuüm voeren, zijn ingegeven door de bij uitstek democratische wens om elke oudere toegang te garanderen tot de hulp en diensten die bij hem passen, in het kader dat hij wenst, met de personen die bij hem of haar passen. Iedereen moet kunnen kiezen volgens zijn behoeften, niet volgens zijn middelen. Iedereen heeft recht op een waardig leven, ongeacht zijn leeftijd. En elke werknemer van de dienstverleners die actief zijn in het continuüm heeft het recht om te evolueren in omstandigheden die respectvol, inspirerend en lonend zijn.

2. De hervorming van de sector van de rusthuizen en rust- en verzorgingstehuizen

Ik zou nu enkele minuten willen stilstaan bij de hervorming van de rusthuizen, die deel uitmaakt van dit kader, wetende dat de vandaag aan u voorgelegde ontwerpordonnantie een belangrijke stap is in een transversaal hervormingstraject.

Dat traject werd al aangevat tijdens het eerste deel van de

législature, par les différents exercices de reconversion de lits de maison de repos en lits de maison de repos et de soins, permettant d'augmenter mécaniquement l'encadrement des résidents ainsi que le financement des institutions.

Ce trajet a été poursuivi par la création du réseau des médecins coordinateurs et du réseau des infirmières-chefs, ainsi que par le renforcement du financement de la fonction de médecin coordinateur.

Ces premières réformes constituent les prémisses du projet global de réforme du secteur, que nous appelons tous de nos vœux. Celui-ci se concrétise aujourd'hui par la présentation de ce texte.

Le présent projet d'ordonnance – et je reviendrai évidemment en détails sur ses axes structurants – pose les bases d'une réorganisation profonde du secteur. Cette réorganisation permettra la mise en œuvre d'une nouvelle politique d'inspection, axée sur le contrôle autant que sur l'accompagnement et sur les sanctions effectives autant que sur l'apprentissage collectif.

Dès le début de l'année 2023, ce nouveau mode d'inspection prendra ses marques. S'en suivront les premières lectures des arrêtés modifiant les normes d'agrément et d'encadrement et fixant une programmation transitoire.

L'arrêté fixant les normes d'agrément sera fondamental pour réenchanter la vie en maison de repos, en travaillant :

- sur le dynamisme de la vie communautaire et la participation des résidents, notamment en créant la fonction de 'coordinateur de vie communautaire', qui aura pour mission d'assurer l'organisation dynamique des conseils des habitants, sur une base plus régulière qu'actuellement ;
- sur l'intégration du tissu associatif dans la vie de l'institution, en inscrivant ces collaborations dans le projet de vie de l'établissement ;
- ou encore à renforcer le plaisir de manger en réhaussant les exigences en matière de qualité des repas au sein des institutions.

En plus de cela, toutes une série de modalités seront modifiées, touchant à la facturation des suppléments, à l'accès à internet ou encore aux normes architecturales, dans le but, toujours, d'améliorer les conditions d'accueil et le bien-être des aînés.

Je comprends qu'il puisse être frustrant pour vous de ne pas aborder ces aspects aujourd'hui, mais ce n'est pas l'objet du présent projet d'ordonnance. Je peux néanmoins vous rassurer : un projet d'arrêté est rédigé depuis le printemps 2022, et fait actuellement l'objet de concertations au sein des instances d'Iriscare.

Ce texte sera intimement lié à l'arrêté fixant les normes

legislatuur, door de verschillende omzettingsoefeningen van rusthuisbedden in rust- en verzorgingstehuisbedden, waardoor de omkadering van de bewoners mechanisch kon worden verhoogd, en ook de financiering van de instellingen.

Het traject is voortgezet, met de oprichting van het netwerk van coördinerende artsen en het netwerk van hoofdverpleegkundigen, en ook door de versterking van de financiering van de functie van coördinerend arts.

Deze eerste hervormingen vormen de premissen van het algemene project voor de hervorming van de sector, waar wij allemaal om vragen. Dat krijgt nu concreet gestalte met de voorlegging van deze tekst.

Met deze ontwerpordonnantie – en ik zal uiteraard uitgebreid terugkomen op de krachtlijnen ervan – wordt de basis gelegd voor een grondige reorganisatie van de sector. Die reorganisatie zal de implementatie van een nieuw inspectiebeleid mogelijk maken, dat zowel op toezicht als op begeleiding, en zowel op effectieve sancties als op collectief leren is gebaseerd.

Vanaf begin 2023 zal deze nieuwe wijze van inspectie vorm krijgen. Dat zal worden gevolgd door de eerste lezingen van de besluiten tot wijziging van de erkenningsnormen en de omkaderingsnormen en tot vaststelling van een overgangsprogrammering.

Het besluit tot vaststelling van de erkenningsnormen zal van fundamenteel belang zijn om het leven in een rusthuis opnieuw aangenaam te maken, door te werken aan:

- de dynamiek van het gemeenschapsleven en de inspraak van de bewoners, met name door het creëren van de functie van 'coördinator van het gemeenschapsleven', die verantwoordelijk zal zijn voor de dynamische organisatie van de bewonersraden, op een meer regelmatige basis dan nu het geval is;
- de integratie van het verenigingsweefsel in het leven van de instelling, door de samenwerking op te nemen in het levensproject van de instelling;
- of nog, het bevorderen van het eetgenot, door de kwaliteitseisen voor de maaltijden in de instellingen te verscherpen.

Daarnaast zal een hele reeks regels worden gewijzigd met betrekking tot de facturering van toeslagen, de internettoegang of zelfs de bouwkundige normen. Altijd met als doel de opvang en het welzijn van de senioren te verbeteren.

Ik begrijp dat het voor u frustrerend kan zijn om die aspecten vandaag niet te behandelen, maar dat is niet het doel van de voorliggende ontwerpordonnantie. Ik kan u echter geruststellen: sinds het voorjaar van 2022 wordt aan een ontwerpbesluit gewerkt, waarover momenteel overleg wordt gepleegd binnen de Iriscare-instanties.

Die tekst zal nauw aansluiten bij het besluit tot vaststelling

d'encadrement, l'ambition étant de pouvoir répondre plus efficacement aux besoins organisationnels des institutions pour que les résidents bénéficient d'un meilleur encadrement. Sous réserve d'approbation par le Collège réuni, l'ambition est d'augmenter en particulier la norme de personnel de réactivation, financé dans le but de permettre aux maisons de repos l'engagement de kinésithérapeutes, d'ergothérapeutes, de logopèdes et d'éducateurs supplémentaires. L'objectif étant d'appuyer l'encadrement non soignant pour renforcer le dynamisme de la vie communautaire tout en libérant le personnel soignant d'une partie de ces tâches.

Enfin, d'un point de vue plus transversal, l'arrêté 'programmation' fixera le nombre de lits nécessaires au regard des besoins. Cet arrêté évoluera régulièrement, permettant des reconversions et l'attribution de nouveaux lits aux institutions répondant à des critères de qualité fixés dans le projet d'ordonnance qui vous est soumis ce jour.

Tous ces projets doivent aboutir progressivement : ce projet d'ordonnance, nous l'espérons, dans les jours à venir ; la réforme des modes d'inspections, avant la fin 2022 ; les arrêtés 'normes', 'encadrement' et 'programmation', durant le premier semestre 2023 ; de sorte que l'ensemble des pans de la réforme, après avoir laissé une période d'adaptation aux établissements, soient pleinement d'application – et soient appliqués – au 1^{er} janvier 2024.

Il est évident que l'ensemble de ce trajet et les principes qui guident les différentes étapes ont été largement nourris des manquèments constatés durant la pandémie de Covid-19. Alors que nous avons subi de plein fouet la première vague en maisons de repos, un processus d'apprentissage avec le secteur a été instauré : élaboration de plans d'action, constitution de stocks de matériel, collaboration accrue avec l'équipe médicale et paramédicale d'Iriscare, organisation équilibrée de la gestion de crise, entre prudence et humanité. Les recommandations des rapports de Médecins sans frontière et d'Amnesty International, nos discussions avec le Gang des vieux en colère et, évidemment, la concertation sur le long cours avec les fédérations, les représentants sectoriels des travailleurs, Infor-Home et les mutualités, sont des points d'appuis fondamentaux de la réforme.

3. Le projet d'ordonnance

Le panorama général ayant été posé, permettez-moi d'en venir à ce projet d'ordonnance, qui est le fruit d'une concertation avec les instances d'Iriscare, composées des représentants des travailleurs, des employeurs, des mutualités et des prestataires de soins, dont les représentants des fédérations des maisons de repos.

Ce projet repose sur trois constats principaux qui justifient trois axes d'actions initiés par la nouvelle mouture de l'ordonnance. Ces actions concernent principalement l'organisation du secteur, ainsi que son encadrement, et les conséquences des inspections. Comme je vous l'ai indiqué, les autres aspects, tels que l'encadrement, les normes d'agrément ou la programmation, seront traités par le biais d'arrêtés qui sont en cours de rédaction.

van de omkaderingsnormen; het streven is om beter te kunnen inspelen op de organisatorische behoeften van de instellingen zodat de bewoners beter omkaderd worden. Onder voorbehoud van goedkeuring door het Verenigd College, is het de bedoeling om met name de norm voor het reactiveringspersoneel dat wordt gefinancierd te verhogen, zodat de rusthuizen extra kinesisten, ergotherapeuten, logopedisten en opvoeders in dienst kunnen nemen. Het doel is het niet-verzorgend personeel te ondersteunen om de dynamiek van het gemeenschapsleven te versterken en tegelijkertijd het verzorgend personeel van sommige van deze taken te verlossen.

Ten slotte, vanuit een meer transversaal oogpunt, zal in het 'programmeringsbesluit' het aantal benodigde bedden worden bepaald in het licht van de behoeften. Dat zal regelmatig evolueren, en omschakelingen en de toewijzing van nieuwe bedden aan instellingen die voldoen aan de kwaliteitscriteria van de voorliggende ontwerpordonnantie zullen mogelijk zijn.

Al die ontwerpen moeten geleidelijk worden afgerond: deze ontwerpordonnantie hopelijk in de komende dagen, de hervorming van de inspectiewijzen vóór eind 2022, en de besluiten over de erkenningsnormen, de omkaderingsnormen en de programmering in de eerste helft van 2023, zodat alle aspecten van de hervorming, na een aanpassingsperiode voor de instellingen, volledig van toepassing zijn – en worden toegepast – op 1 januari 2024.

Het is duidelijk dat dit hele traject en de principes die aan de verschillende stappen ten grondslag liggen, grotendeels zijn gevoed door de tekortkomingen die tijdens de Covid-19-pandemie zijn vastgesteld. Terwijl de rusthuizen zeer hard getroffen werden door de eerste golf, is een leerproces met de sector op gang gebracht: ontwikkeling van actieplannen, aanleg van voorraden materiaal, versterkte samenwerking met het medisch en paramedisch team van Iriscare, organisatie van crisisbeheersing met een evenwicht tussen voorzichtigheid en menselijkheid. De aanbevelingen van de rapporten van Artsen Zonder Grenzen en Amnesty, onze besprekingen met de 'Gang des vieux en colère', en uiteraard het langetermijnoverleg met de federaties, de sectorale werknemersvertegenwoordigers, Infor-Home en de ziekenfondsen zijn fundamentele steunpunten voor de hervorming.

3. Ontwerp van ordonnantie

Nu ik het algemene beeld heb geschetst, kom ik bij de ontwerpordonnantie, die het resultaat is van overleg met de Iriscare-Instanties, bestaande uit vertegenwoordigers van werknemers, werkgevers, ziekenfondsen en zorgverleners, onder wie vertegenwoordigers van de rusthuisfederaties.

Dit ontwerp is gebaseerd op drie belangrijke vaststellingen, die drie actielijnen rechtvaardigen die met de nieuwe versie van de ordonnantie worden geïnitieerd. Die acties betreffen voornamelijk de organisatie van de sector, de omkadering daarvan, en de gevolgen van de inspecties. Zoals ik heb aangegeven, zullen de andere aspecten, zoals de omkadering, de erkenningsnormen of de programmering, worden behandeld in het kader van besluiten die momenteel worden voorbereid.

Afin de poser sereinement les prémisses de notre discussion, je commencerai par établir quelques jugements de fait concernant la situation du secteur des maisons de repos à Bruxelles. Sur la base de ces éléments, nous pourrions ensuite poser des constats. En partant de ces constats, je vous indiquerai alors les mesures politiques par lesquelles le projet d'ordonnance entend y répondre.

3.1. L'offre et la demande

La proportion de lits résidentiels pour soins de longues durées pour 1.000 habitants à Bruxelles, autrement dit, le nombre relatif de lits en maisons de repos, est largement supérieurs à celle de la Flandre ou de la Wallonie. Et ce, malgré une population relativement plus jeune à Bruxelles, vous le savez comme moi. C'est un premier élément.

Il semble également utile de noter l'évolution du taux d'occupation des lits en maisons de repos dans notre Région : il ne cesse de décroître depuis au moins 2014. Et la pandémie de Covid-19 a encore renforcé cet état de fait.

Enfin, analysons les données d'occupation des lits au regard des agréments et des autorisations de mise en service et d'exploitation : à ce jour, nous constatons qu'environ 3.700 lits agréés sont vides.

Ceci nous amène à poser un premier constat :

- il y a trop de lits agréés par rapport à la demande ;
- cette bulle de lits vides préempte les choix politiques à venir en matière d'accompagnement des aînés ; puisque leur maintien sous-entend que ces lits devront inévitablement être remplis un jour ;
- cela ne permet pas une gestion maîtrisée du budget alloué à l'ensemble du continuum d'aide et de soins aux aînés.

Poursuivons l'analyse.

3.2. Le déséquilibre du secteur

La répartition des lits agréés entre les secteurs public, associatif et commercial est largement en faveur du secteur commercial.

Celui-ci regroupe environ 62 % des lits agréés, contre environ 16 % en Flandre et 49 % en Wallonie.

Cela illustre – si ce n'est *contribue à* – un mouvement de commercialisation de l'aide et des soins. C'est indéniable. Et d'un point de vue purement factuel, cela nous amène à poser un deuxième constat :

- le secteur est déséquilibré ;
- et ce déséquilibre constitue un frein potentiel à la liberté de choix des Bruxellois au moment de déterminer dans quel type d'institution ils désirent résider, que

Om rustig de premissen te geven voor onze bespreking, zal ik beginnen met enkele feitelijke uitspraken over de situatie van de rusthuissector in Brussel. Op basis van die elementen zullen wij dan vaststellingen kunnen doen. En vertrekkende vanuit die vaststellingen zal ik u vervolgens aangeven welke beleidsmaatregelen wij met het ontwerp van ordonnantie beogen in reactie daarop.

3.1. Vraag en aanbod

Zoals u kunt lezen, ligt het aandeel residentiële bedden voor langdurige zorg per 1.000 inwoners, met andere woorden het relatief aantal rusthuisbedden, in Brussel veel hoger dan in Vlaanderen of Wallonië. Dat ondanks een relatief jongere Brusselse bevolking, zoals u en ik weten. Dat is een eerste element.

Het lijkt ook nuttig de evolutie van de bezettingsgraad van de rusthuisbedden in ons Gewest aan te stippen. Die daalt gestaag sinds ten minste 2014. En de covidpandemie heeft die evolutie nog versterkt.

Tot slot moeten wij de gegevens over de bedbezetting in het licht van de erkenningen en vergunningen voor ingebruikneming en uitbating analyseren. Momenteel stellen wij vast dat ongeveer 3.500 erkende bedden leeg staan.

Dat brengt ons tot een eerste vaststelling:

- er zijn te veel erkende bedden in verhouding tot de vraag;
- dat aantal lege bedden loopt vooruit op de toekomstige beleidskeuzes op het gebied van begeleiding van bejaarde personen; het behoud ervan impliceert dat ze op een dag onvermijdelijk zullen moeten worden gevuld;
- dit laat geen beheerst beheer van het budget voor het hele continuüm van hulp en zorg voor bejaarde personen toe.

Laten we voortgaan met de analyse.

3.2. Het onevenwicht in de sector

De verdeling van de erkende bedden tussen de openbare, verenigings- en commerciële sector is ruimschoots in het voordeel van de commerciële sector.

De commerciële sector is goed voor ongeveer 62% van de erkende bedden, tegenover ongeveer 16% in Vlaanderen en 49% in Wallonië.

Dat vertoont – zo niet draagt bij aan – een beweging in de richting van de commercialisering van de hulp en zorg. Dat valt niet te ontkennen. En puur feitelijk gezien brengt dat ons tot een tweede vaststelling:

- de sector is in onevenwicht;
- en dat onevenwicht vormt een potentiële belemmering voor de keuzevrijheid van de Brusselaars bij het bepalen van het type instelling waarin zij willen wonen, nu

ce soit maintenant ou à moyen terme, vu la structuration du secteur.

J'en viens au troisième volet de l'analyse.

3.3. Les sanctions

Vous le savez, et nous en avons déjà longuement débattu ici, la seule sanction dont disposent les pouvoirs publics en cas de non-respect des normes d'agrément est le retrait d'agrément et donc la fermeture de l'établissement.

Ce type de mesure est généralement traumatisant pour les résidents et le personnel. Et ne préjuge d'ailleurs pas de la poursuite des activités d'hébergement de manière illicites par la suite.

L'absence de sanctions intermédiaires dans la réglementation est largement déplorée dans la mesure où, actuellement, les pouvoirs publics sont désarmés lorsqu'il s'agit de faire effectivement respecter les normes. Ceci constitue notre troisième constat.

3.4. Synthèse

Nous observons donc tous qu'il y a trop de lits agréés par rapport à la demande actuelle. Ces lits sont répartis de manière déséquilibrée entre les pouvoirs organisateurs, limitant la liberté de choix des aînés bruxellois, et ce, dans un cadre où les pouvoirs publics ont trop peu de prises sur la qualité de l'accompagnement et le respect effectif des normes.

3.5. Réponse politique

Le projet d'ordonnance trace un chemin pour répondre politiquement à ces constats. Le triple objectif est de :

- 1° récupérer progressivement les lits structurellement inoccupés ;
- 2° redistribuer ces lits aux institutions qui répondent à des critères de qualité ;
- 3° sanctionner de manière mesurée les institutions qui ne respectent pas les normes.

Détaillons ces trois éléments.

3.5.1. Récupérer progressivement les lits structurellement inoccupés

Le mécanisme mis en place permet de récupérer la moitié des lits agréés qui sont structurellement inoccupés durant une période de référence précisée dans le projet. L'objectif étant de progressivement rétablir une correspondance entre l'offre et la demande, tout en laissant aux institutions un minimum de 5 % de lits pouvant rester inoccupés sans être visés par le mécanisme.

Ceci n'entame en rien le financement des institutions par Iriscare, puisque seuls les lits occupés sont financés par les

of op middellange termijn, gezien de structurering van de sector.

Nu kom ik bij het derde deel van de analyse.

3.3. De sancties

Zoals u weet, en zoals wij hier al uitvoerig hebben besproken, is de enige sanctie waarover de overheid beschikt bij niet-naleving van de erkenningsnormen de intrekking van de erkenning en dus de sluiting van de inrichting.

Dat soort maatregel is over het algemeen traumatiserend voor de bewoners en het personeel. Er wordt ook niet mee geanticipeerd op de illegale voortzetting van de huisvestingsactiviteiten nadien.

Het ontbreken van tussentijdse sancties in de regelgeving wordt alom betreurd, aangezien de overheid op dit moment machteloos staat als het gaat om het effectief doen naleven van de normen. Dat is onze derde vaststelling.

3.4. Samenvatting

Wij stellen dus allemaal vast dat er te veel erkende bedden zijn in verhouding tot de huidige vraag. Die bedden zijn op een onevenwichtige manier verdeeld tussen de inrichtende machten, waardoor de keuzevrijheid van de bejaarde personen in Brussel wordt beperkt, en dat in een kader waarin de overheid te weinig controle heeft over de kwaliteit van de begeleiding en de effectieve naleving van de normen.

3.5. Beleidsreactie

De ontwerpordonnantie schetst een pad om beleidsmatig te reageren op die vaststellingen. De doelstelling is drievoudig:

- 1° de structureel onbezette bedden geleidelijk recupereren;
- 2° die bedden herverdelen onder de instellingen die aan bepaalde kwaliteitscriteria voldoen;
- 3° de instellingen die de normen niet naleven, op een weloverwogen manier bestraffen.

Laat ik die drie elementen nader toelichten.

3.5.1. De structureel onbezette bedden geleidelijk recupereren

Het ingestelde mechanisme maakt het mogelijk de helft van de erkende bedden die tijdens een in het ontwerp gespecificeerde referentieperiode structureel onbezet zijn, te recupereren. Het doel is om de vraag en het aanbod geleidelijk weer met elkaar in overeenstemming te brengen, waarbij de instellingen een minimum van 5% aan bedden onbezet kunnen laten zonder dat het mechanisme in werking treedt.

Dit heeft geen gevolgen voor de financiering van de instellingen door Iriscare, aangezien alleen bezette bedden door

pouvoirs publics et qu'aucun lit occupé ne sera récupéré. Cela devait être précisé, je pense.

Par cette récupération de lits excédentaires, le Collège réuni veut contribuer, à long terme, à un financement équilibré des services de santé et d'aide aux aînés, en maîtrisant l'évolution de l'offre de soins tout en garantissant aux aînés des services de qualité et accessibles.

3.5.2. *Redistribuer ces lits aux institutions qui répondent à des critères de qualité*

Au-delà de cet objectif budgétaire – dont le bien-fondé a été confirmé par la Cour Constitutionnelle dans l'arrêt n° [135/2010](#) – le processus doit s'inscrire dans une dynamique globale de redistribution des lits lorsque le besoin s'en fait sentir. C'est également ce que le projet prévoit, puisque les lits récupérés constitueront un pot commun qu'on pourra répartir entre les institutions si nécessaire.

Dans ce cadre, le projet prévoit de redistribuer les lits récupérés aux institutions qui répondent à une série de critères de qualité détaillés à l'article 7. Ce seront donc les institutions qui veillent à la qualité de l'accompagnement qu'elles mettent en place qui seront renforcées.

C'est donc là une reprise en main ferme de l'organisation du secteur, et de sa croissance avec l'augmentation des besoins, qui nous semblait nécessaire. Il n'est plus question d'autorégulation ni de cession de lits entre institutions contre rémunération. Il s'agira dorénavant d'un secteur où la qualité de l'accompagnement sera le critère primordial pour poursuivre ses activités et, éventuellement, les élargir.

Enfin, afin de répondre au constat de déséquilibre du secteur entravant la liberté de choix des aînés, le projet prévoit de ne redistribuer les lits de maison de repos récupérés qu'aux institutions appartenant aux secteurs public et associatif tant que le secteur commercial représentera plus de 50 % des lits agréés comme lits de maison de repos. Le bien-fondé de la référence au principe de liberté de choix – comme à l'objectif de maîtrise budgétaire – a été confirmé par la Cour Constitutionnelle dans l'arrêt précité.

3.5.3. *Sanctionner de manière mesurée les institutions qui ne respectent pas les normes*

Dernier aspect clé du texte : l'article 28 détaille une série de nouvelles sanctions administratives et financières permettant de sanctionner de manière mesurée les institutions qui ne respectent pas les normes. Cette disposition devra être lue de manière complémentaire avec la réorganisation des modalités d'inspections, à laquelle les équipes d'Iriscare travaillent. En effet, l'équipe médicale et paramédicale ainsi que le service d'inspection, renforcés de 12 équivalents temps plein en 2023, seront en charge de contrôler de manière plus efficace

de overheid worden gefinancierd en er geen bezette bedden worden teruggevorderd. Dat moest even worden verduidelijkt, denk ik.

Met die recuperatie van overtollige bedden wil het Verenigd College op lange termijn bijdragen tot een evenwichtige financiering van de gezondheids- en welzijnsdiensten voor senioren, door de evolutie van het zorgaanbod te beheersen en tegelijkertijd senioren een kwaliteitsvolle en toegankelijke dienstverlening te garanderen.

3.5.2. *Die bedden herverdelen onder de instellingen die aan bepaalde kwaliteitscriteria voldoen*

Naast die begrotingsdoelstelling – waarvan het Grondwettelijk Hof de geldigheid heeft bevestigd in het arrest nr. [135/2010](#) – moet het proces deel uitmaken van een algemene dynamiek van herverdeling van bedden wanneer dat nodig is. Dat is ook wat in het ontwerp wordt voorzien, aangezien de gerecupereerde bedden een gemeenschappelijke pot zullen vormen die indien nodig tussen de instellingen kan worden verdeeld.

In dat verband wordt in het ontwerp voorzien in een herverdeling van de gerecupereerde bedden onder de instellingen die voldoen aan een reeks kwaliteitscriteria die worden beschreven in artikel 7. De instellingen met oog voor de kwaliteit van de begeleiding die zij opzetten, zullen worden versterkt.

Dat is dus een stevige terhandneming van de organisatie van de sector, en de groei ervan met de toenemende behoeften, wat ons noodzakelijk leek. Er is geen sprake meer van zelfregulering en overdracht van bedden tussen instellingen tegen vergoeding. Voortaan is dit een sector waar de kwaliteit van de begeleiding het voornaamste criterium zal zijn om de activiteiten voort te zetten en eventueel uit te breiden.

Om in te spelen op de vaststelling dat het onevenwicht in de sector de keuzevrijheid van de bejaarde personen belemmert, wordt in het ontwerp ten slotte voorzien in een herverdeling van de gerecupereerde rusthuisbedden doch uitsluitend onder instellingen die tot de openbare sector of de verenigingssector behoren, zolang de commerciële sector meer dan 50% van de erkende rusthuisbedden heeft. Het Grondwettelijk Hof heeft de geldigheid van de verwijzing naar het beginsel van keuzevrijheid – evenals van die naar de doelstelling van begrotingsbeheersing – bevestigd in zijn voornoemd arrest.

3.5.3. *De instellingen die de normen niet naleven, op een weloverwogen manier bestraffen*

Het laatste sleutelaspect van de tekst bevindt zich in artikel 28. Dat artikel bevat een reeks nieuwe administratieve en financiële sancties die het mogelijk maken om de instellingen die de normen niet naleven, op een weloverwogen manier te bestraffen. Deze bepaling moet worden gelezen in samenhang met de reorganisatie van de inspectieregels waaraan de Iriscare-teams werken. Het medisch en paramedisch team als ook de inspectiedienst zullen in 2023 met 12 VTE's worden versterkt en zullen instaan voor een doeltreffender toezicht op

les institutions, tout en leur apportant un accompagnement adéquat.

4. Conclusion

Voici en bref les éléments principaux que je voulais souligner avec vous en introduction à nos débats.

Cette réforme de l'ordonnance constitue une étape clé dans la réorganisation du secteur et pour la qualité des inspections. Elle prend place dans un cadre plus large, qui verra prochainement s'intégrer le renforcement de l'encadrement des résidents, l'amélioration des normes d'agrément, et l'établissement d'une programmation des besoins.

Ce mouvement s'inscrit dans les objectifs fixés dans l'accord de gouvernement et répond aux recommandations de la commission spéciale Covid-19. Il tend à développer l'offre d'aide et de services aux aînés afin de garantir à chacun la possibilité de choisir les aides qui lui conviennent, tout en maîtrisant plus efficacement les dépenses allouées aux différents services constituant le continuum d'aide et de soins aux aînés. ».

II. Discussion générale

Sauf précision contraire, l'expression « maisons de repos » désigne dans ce qui suit à la fois les maisons de repos (MR) et les maisons de repos et de soins (MRS).

Mme Françoise Schepmans déclare que la population belge est vieillissante (les plus de 80 ans sont aujourd'hui 650.000 et ce nombre devrait doubler d'ici 2050) et que cette évolution n'épargne pas la Région bruxelloise, de sorte que l'occupation des maisons de repos, après avoir baissé ces dernières années, y repartira à la hausse dans un futur proche. En effet, tous les aînés n'auront pas la chance de demeurer autonomes : s'il y a bien lieu de retarder autant que possible l'entrée en maison de repos, celle-ci restera néanmoins inévitable dans de nombreux cas, notamment en raison des soins à prodiguer. Aussi des difficultés majeures surgiront-elles si le Collège réuni ne travaille pas dès à présent à l'augmentation de l'offre et à l'amélioration de la qualité de l'accueil. Les 135 maisons de repos agréées par la Commission communautaire commune (pour un total de quelque 15.000 lits) ont été fortement affectées par la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19 ; leur personnel et leurs résidents ont été éprouvés physiquement et moralement. La réforme était donc attendue, mais la déception est à la hauteur des attentes. D'une part, la concertation s'est avérée insuffisante, faute d'impliquer l'ensemble du secteur : ainsi, ce n'est que la semaine prochaine que le Collège réuni recevra enfin les opérateurs commerciaux. Pourquoi, alors que l'exécutif bruxellois promeut pourtant la démocratie participative, ne pas avoir rencontré ces acteurs en amont, de même que les opérateurs publics et les premiers concernés, à savoir les seniors eux-mêmes ? Il aurait fallu les consulter et prendre en compte leurs remarques dans l'élaboration du projet à l'examen. Le groupe MR demande que ces concertations aient lieu. D'autre part, quant au fond,

de instellingen, en tegelijk voor een adequate begeleiding ervan.

4. Besluit

Samengevat waren dat de belangrijkste elementen die ik met u wou overlopen als inleiding op onze besprekingen.

Deze hervorming van de ordonnantie is een belangrijke stap in de reorganisatie van de sector en voor de kwaliteit van de inspecties. Ze vindt plaats in een breder kader, waarin binnenkort de versterking van de omkadering van de bewoners, de verbetering van de erkenningsnormen en de totstandkoming van een behoefteprogrammering zullen worden opgenomen.

Deze beweging strookt met de doelstellingen van het regeerakkoord en beantwoordt aan de aanbevelingen van de bijzondere Covid-19-commissie. Ze heeft tot doel het hulp- en dienstenaanbod voor bejaarde personen te ontwikkelen om ervoor te zorgen dat iedereen de hulp kan kiezen die bij hem past, en tegelijkertijd de uitgaven voor de verschillende diensten die het continuüm van hulp en zorg voor bejaarde personen vormen, beter te beheersen.”.

II. Algemene bespreking

Tenzij anders vermeld, slaat de term 'rusthuis' in de onderstaande tekst zowel op de rusthuizen (RH) als op de rust- en verzorgingstehuizen (RVT).

Mevrouw Françoise Schepmans verklaart dat de Belgische bevolking veroudert (er zijn vandaag 650.000 Belgen ouder dan 80 jaar en hun aantal zou tegen 2050 nog verdubbelen). Deze evolutie doet zich ook in het Brussels Gewest voor, waardoor de bezetting van de rusthuizen, na een daling de voorbije jaren, in de nabije toekomst opnieuw zal stijgen. Niet alle senioren zullen immers het geluk hebben zelfstandig te kunnen blijven wonen: uiteraard moet een opname in een rusthuis zo lang mogelijk worden uitgesteld, maar die zal in veel gevallen toch onvermijdelijk zijn, met name wegens de te verlenen zorg. Er zullen dan ook grote problemen ontstaan indien het Verenigd College nu niet de koe bij de horens vat om het aanbod uit te breiden en de kwaliteit van de opvang te verbeteren. De 135 door de GGC erkende rusthuizen (met in totaal ongeveer 15.000 bedden) zijn hard getroffen door de gezondheidscrisis wegens de covidpandemie. Hun personeel en bewoners zijn fysiek en mentaal op de proef gesteld. De hervorming was dus verwacht, maar de teleurstelling staat in verhouding tot de verwachtingen. Enerzijds is er onvoldoende overleg gepleegd, omdat niet de hele sector daarbij betrokken was. Zo zal het Verenigd College pas volgende week eindelijk de commerciële actoren ontvangen. Waarom is er in een vroeg stadium geen overleg gepleegd met deze spelers, alsook met de openbare actoren en de voornaamste betrokkenen, namelijk de senioren zelf? De Brusselse regering promoot nochtans de participatieve democratie. Men had ze moeten raadplegen en met hun opmerkingen rekening houden bij de opstelling van het voorliggende ontwerp. De MR-fractie vraagt dat dit overleg plaatsvindt. Anderzijds is de motivering om

la motivation alléguée pour réduire la part du secteur commercial – garantir la liberté de choix des aînés – manque de clarté. Qu'est-il reproché au juste à ce secteur ? La critique porte-t-elle sur l'accessibilité financière des institutions ? Cela pourrait se concevoir, mais n'apparaît pas dans le texte. Porte-t-elle sur le taux d'inoccupation des lits agréés ? Le secteur public ne fait pourtant pas mieux. Porte-t-elle sur la qualité de l'accueil ? Dans cette hypothèse, il conviendrait à désirer dans les institutions privées. Que demandent les résidents ? Des lieux d'hébergement de qualité, avec un personnel dévoué et en nombre suffisant, pour un prix raisonnable. Il leur est indifférent qu'une maison de repos soit publique ou privée. En conséquence, il n'est pas opportun d'avoir égard au débat idéologique « public versus privé » ; il faut viser l'efficacité. Si un opérateur dysfonctionne, il est normal qu'il soit sanctionné – et l'introduction de sanctions intermédiaires, qui était d'ailleurs demandée par le groupe MR, est à saluer – mais punir tout un secteur via l'instauration d'un système de quotas est une erreur : la réforme en projet risque de faire fuir les investisseurs privés, de mettre en difficulté le secteur public face à la demande croissante et d'alourdir les coûts à la charge des pouvoirs publics.

M. David Leisterh se joint à la préopinante : entendre les acteurs est indispensable pour éviter des erreurs. Le secteur des maisons de repos est en difficulté : alors qu'il souffre encore des suites de la pandémie de Covid-19, notamment une pénurie de personnel, il est à présent confronté de surcroît à la crise énergétique. Pour rappel, le secteur commercial, que vise particulièrement le projet d'ordonnance, n'était pas opposé au « *rééquilibrage entre les secteurs public et non marchand d'une part, et le secteur privé commercial d'autre part* » annoncé dans la déclaration de politique générale du 18 juillet 2019. Toutefois, il est ici question de bien davantage, puisque c'est une répartition 50-50 qui est désormais poursuivie. Le commentaire de l'article 10 prétend que le déséquilibre actuel « *a un impact sur la nature de la prestation de service aux aînés et peut entraver le choix des personnes qui souhaitent trouver un établissement public ou un établissement à but non lucratif à proximité de leur lieu de résidence* ». Or, le taux d'occupation n'est pas maximal dans les maisons de repos publiques, qui peinent à recouvrer le niveau pré-pandémie. Des places y sont donc disponibles. Dès lors, où se situe l'entrave alléguée au libre choix des personnes ? Si l'ambition est d'augmenter la part du secteur public, il ne faut alors pas perdre de vue le coût que représente, pour un CPAS, la construction, la gestion et l'entretien d'une maison de repos. Le Collège réuni a-t-il connaissance de projets concrets d'augmentation du nombre de places dans le secteur public ? Considérant la situation financière des pouvoirs locaux bruxellois, il est permis d'en douter. L'article 18 du projet, qui sanctionne l'inoccupation de lits agréés, ne semble pas de nature à rassurer le secteur, qu'il s'agisse des opérateurs publics, associatifs ou commerciaux. Vu les hospitalisations de résidents ou les travaux de rénovation, le taux d'inoccupation toléré – 5 % – semble bien court. Quant à la suppression de plein droit des agréments de la moitié des places inoccupées, elle s'apparente à une expropriation sans indemnité. On s'étonne de surcroît qu'elle s'opère à l'aveugle, indifféremment au critère de la qualité. Faut-il comprendre qu'il serait refusé à un opérateur commercial dont tous les lits ne sont pas occupés d'ouvrir un nouvel établissement dans une zone

het aandeel van de commerciële sector te beperken – teneinde de keuzevrijheid van de senioren te waarborgen – onvoldoende duidelijk. Wat wordt deze sector precies verweten? Heeft de kritiek betrekking op de betaalbaarheid van de instellingen? Dat is begrijpelijk, maar wordt niet in de tekst vermeld. Heeft ze betrekking op de niet-bezettingsgraad van de erkende bedden? De openbare sector doet nochtans niet beter. Heeft ze betrekking op de kwaliteit van de opvang? In dat geval moet worden aangetoond dat de kwaliteit in de private instellingen systematisch te wensen overlaat. Wat vragen de bewoners? Kwaliteitsvolle accommodatie, met voldoende gemotiveerd personeel, tegen een redelijke prijs. Het maakt voor hen niet uit of een rusthuis publiek of privaat is. Bijgevolg is het niet zinvol een ideologisch debat over 'publiek versus privé' te voeren; efficiëntie moet centraal staan. Als een operator slecht functioneert, is het normaal dat hij wordt gesanctioneerd – en de invoering van tussentijdse sancties, die de MR-fractie trouwens had gevraagd, valt toe te juichen – maar een hele sector straffen via de invoering van een quotasysteem is een vergissing: het risico bestaat dat de voorgenomen hervorming privé-investeerdere wegjaagt, de openbare sector in de problemen brengt wegens de groeiende vraag en de kosten van de overheid de hoogte injaagt.

De heer David Leisterh sluit zich aan bij de vorige spreker: naar de betrokkenen luisteren is noodzakelijk om vergissingen te vermijden. De rusthuissector verkeert in moeilijkheden: terwijl hij nog lijdt onder de gevolgen van de covidpandemie, zoals personeelstekorten, wordt hij nu ook nog eens geconfronteerd met de energiecrisis. Ter herinnering: de commerciële sector, waarop het ontwerp van ordonnantie specifiek betrekking heeft, was niet gekant tegen het "*herstellen van het evenwicht tussen de overheids- en de non-profitsector enerzijds en de commerciële privésector anderzijds*", wat in de algemene beleidsverklaring van 18 juli 2019 was aangekondigd. Het gaat hier evenwel om veel meer dan dat, aangezien thans naar een 50-50-verdeling wordt gestreefd. In de commentaar bij artikel 10 wordt beweerd dat het huidige onevenwicht "*een impact [heeft] op de aard van de dienstverlening aan de ouderen, en [...] de keuze [kan] belemmeren van mensen die een publieke voorziening of een voorziening zonder winst oogmerk willen vinden in de buurt van hun woonplaats*". De bezettingsgraad is evenwel niet maximaal in de openbare rusthuizen, die moeite hebben om opnieuw het niveau van vóór de pandemie te halen. Er zijn daar dus plaatsen beschikbaar. Waar is dan de vermeende belemmering van de vrije keuze van mensen? Als het de ambitie is om het aandeel van de openbare sector te vergroten, mogen de kosten die een OCMW ophoest voor de bouw, het beheer en het onderhoud van een rusthuis niet uit het oog worden verloren. Is het Verenigd College op de hoogte van concrete projecten om het aantal plaatsen in de openbare sector te verhogen? Gezien de financiële situatie van de Brusselse lokale besturen, is er reden om daar vraagtekens bij te plaatsen. Artikel 18 van het ontwerp, dat de niet-bezetting van erkende bedden sanctionneert, lijkt de sector niet te kunnen geruststellen, of het nu gaat om openbare, non-profit- of commerciële operatoren. Gezien de ziekenhuisopnames van bewoners of de renovatiewerken, lijkt de toegestane niet-bezettingsgraad – 5 % – erg weinig. De afschaffing van rechtswege van de erkenningen voor de helft van de onbezette plaatsen lijkt op een onteigening zonder vergoeding. Bovendien is het verrassend dat dit blindelings gebeurt, los van het kwalitatieve criterium. Betekent dat dat een

moins bien desservie du territoire bruxellois ? L'application des articles précités ne risque-t-elle pas de mener à terme, si les opérateurs privés perdent leur agrément et que les opérateurs publics n'ont pas la possibilité de construire de nouveaux établissements à une manque de places ? L'étude des besoins des aînés, mentionnée dans le commentaire de l'article 34, est-elle disponible et a-t-il été attendu qu'elle le soit pour finaliser le projet d'ordonnance ? Les lits agréés d'une maison de repos en constituent le capital ; dès lors, l'interdiction de la cession de lits entre opérateurs, visée à l'article 9 du projet, emporte une perte de valeur, dont il n'est pas clair qu'elle sera compensée. Le Collège réuni peut-il confirmer la légalité d'une telle interdiction, qui porte atteinte au droit de propriété ? Par ailleurs, le morcellement de la réforme des politiques d'aide et des soins aux aînés, réforme dont le projet à l'examen ne forme qu'une partie, fait obstacle à une vue d'ensemble des mesures envisagées par le Collège réuni et complique le travail de l'opposition. Le groupe MR, en conclusion, ne peut souscrire ni au présent texte ni à la philosophie qui le sous-tend ; il salue néanmoins la révision des modalités de contrôle et de sanction.

Mme Khadija Zamouri relève que les trois fédérations du secteur bruxellois des maisons de repos ont écrit au Collège réuni pour demander à être entendues car elles estiment l'avoir été insuffisamment lors de l'élaboration du projet à l'examen, hors des phases de concertation formelle. Les députés ont reçu copie de cette lettre, et ce, avant que le projet d'ordonnance ne soit mis à l'ordre du jour de la commission. Considérant la représentativité de ces fédérations et leur volonté de faire entendre ensemble leurs interrogations communes, il paraît opportun de donner suite à leur demande et qu'elles soient auditionnées par la commission ou reçues par le Collège réuni. L'attitude du groupe Open Vld à l'égard du présent projet dépendra de l'audition de ces fédérations.

M. Gilles Verstraeten annonce qu'il n'a personnellement pas reçu le courrier évoqué par Mme Khadija Zamouri. Il lui revient toutefois par divers canaux que c'est l'ensemble du secteur (public, associatif et commercial) qui s'estime lésé par le projet à l'examen. Il appert que leurs représentants ont certes été entendus par Iriscare, comme l'impose la législation, mais qu'il n'a pas été tenu compte de leurs observations. Il convient d'être attentif au signal d'alarme lancé par les fédérations et de les entendre préalablement à la mise aux voix du projet. Le député souhaiterait entendre le président de la commission sur ce point. Il ajoute que si les travaux de la commission ne sont pas suspendus, il reviendra sur le contenu du projet d'ordonnance au terme de ce premier tour d'interventions (*voir page 17*).

Le président fait observer que l'ensemble des représentants du secteur des maisons de repos ont été entendus en temps utile par Iriscare, que le Collège réuni s'est engagé à recevoir les trois fédérations concernées dans le courant de la semaine prochaine et qu'il demeure loisible à la commission d'organiser ultérieurement toutes les auditions qu'elle estimera utile à la bonne information de ses membres. Il ajoute

commerciële operator, waarvan niet alle bedden bezet zijn, geen toestemming krijgt om een nieuwe voorziening te openen in een Brusselse zone met minder rusthuisbedden? Kan de toepassing van de bovenvermelde artikelen op termijn niet leiden tot een gebrek aan plaatsen indien de privéoperatoren hun erkenning verliezen en de openbare operatoren niet de mogelijkheid hebben om nieuwe voorzieningen te bouwen? Is de in de commentaar bij artikel 34 vermelde studie van de behoeften van de senioren beschikbaar en is op de resultaten ervan gewacht om het ontwerp van ordonnantie te finaliseren? De erkende bedden vormen het kapitaal van een rusthuis. Het in artikel 9 van het ontwerp bedoelde verbod tot overdracht van bedden tussen operatoren leidt tot een waardeverlies, waarvan niet duidelijk is of dat zal worden vergoed. Kan het Verenigd College bevestigen dat een dergelijk verbod, dat het eigendomsrecht aantast, wettig is? De versnippering van de hervorming van het beleid inzake bijstand en zorg voor de ouderen, waarvan het voorliggende ontwerp maar een deel vormt, verhindert voorts een totaaloverzicht van de door het Verenigd College beoogde maatregelen en bemoeilijkt het werk van de oppositie. Bijgevolg kan de MR-fractie noch de voorliggende tekst, noch de onderliggende filosofie ervan steunen. Ze juicht niettemin de herziening van de controle- en sanctieregels toe.

Mevrouw Khadija Zamouri wijst erop dat de drie federaties van de Brusselse rusthuissector een brief hebben verstuurd naar het Verenigd College met de vraag te worden gehoord, omdat ze menen onvoldoende te zijn gehoord bij de opstelling van het voorliggende ontwerp, buiten de formele overlegfasen. De volksvertegenwoordigers hadden een kopie van die brief ontvangen, voordat het ontwerp van ordonnantie op de agenda van de commissie is geplaatst. Gezien de representativiteit van deze federaties en hun wens om samen hun gemeenschappelijke vragen te stellen, lijkt het gepast dat hun verzoek wordt ingewilligd en dat ze door de commissie worden gehoord of door het Verenigd College ontvangen. De houding van de Open Vld-fractie tegenover dit ontwerp zal afhangen van het verhoor van deze federaties.

De heer Gilles Verstraeten deelt mee dat hij de brief waarnaar mevrouw Khadija Zamouri verwijst, persoonlijk niet heeft ontvangen. Niettemin heeft hij via diverse kanalen vernomen dat de hele (openbare, non-profit- en commerciële) sector zich door het voorliggende ontwerp benadeeld voelt. Hun vertegenwoordigers blijken weliswaar te zijn gehoord door Iriscare, zoals de wetgeving voorschrijft, maar met hun opmerkingen is geen rekening gehouden. We moeten aandacht hebben voor het alarmsignaal van de federaties en hen vóór de stemming over dit ontwerp horen. De volksvertegenwoordiger zou hierover de commissievoorzitter willen horen. Hij voegt eraan toe dat, indien de werkzaamheden van de commissie niet geschorst worden, hij op de inhoud van het ontwerp van ordonnantie zal terugkomen aan het einde van deze eerste gespreksronde (*zie bladzijde 17*).

De voorzitter merkt op dat alle vertegenwoordigers van de rusthuissector tijdig gehoord zijn door Iriscare, dat het Verenigd College zich ertoe heeft verbonden de drie betrokken federaties in de loop van volgende week te ontvangen en dat het de commissie vrij blijft staan later alle hoorzittingen te organiseren die ze nuttig acht om haar leden goed te informeren. Hij voegt eraan toe dat een schorsing van de werkzaamheden

que suspendre les travaux de la commission n'est pas dans l'intérêt de nos aînés. Vu ce qui précède, le président propose de poursuivre l'examen du projet d'ordonnance.
(Assentiment)

Mme Gladys Kazadi remercie tous ceux qui ont contribué à l'élaboration du projet à l'examen. Le groupe Les Engagés juge essentiel que toute personne en perte d'autonomie ait accès à une offre d'aide et de soins disponible et accessible ; aussi plaide-t-il en faveur d'une assurance autonomie. Quant aux points positifs du projet : il est opportun de prévoir une programmation visant un équilibre entre les secteurs public, associatif et commercial – on notera en passant que le secteur associatif ne bénéficie pas de subventions communales, contrairement au secteur public, et ne se finance pas par le biais de suppléments, contrairement au secteur commercial. La possibilité de suspendre l'agrément constitue aussi un progrès : elle permettra de faire pression sur les gestionnaires insuffisamment respectueux des normes d'agrément. D'autres aspects du texte ne sont que moyennement bons : ainsi des amendes administratives, présentées comme une avancée majeure, alors que l'exemple wallon montre qu'elles ne seront probablement que rarement appliquées en raison de leur trop grande spécificité. De même, l'article 25 du projet, qui autorise la désignation d'un commissaire, est très succinct et son commentaire se borne à le paraphraser. Comment sera-t-il mis en œuvre : le commissaire du Collège réuni sera-t-il un fonctionnaire ou présentera-t-il un autre profil, et de quelle manière sera-t-il désigné ? Que pensent les CPAS de cette disposition ? L'article ne définit pas la notion de « manquements graves » ni les modalités de leur constat ; cette imprécision ouvre la voie à des recours juridictionnels. Le Collège réuni peut-il fournir des éclaircissements à ce propos dans le cadre des travaux parlementaires ou compte-t-il le faire par d'autres voies ? De même aussi, la justification de la non-applicabilité de la directive 'services', qui tient en quelques lignes allusives. Des recours ne sont-ils pas à craindre sur cette base ? Enfin, le projet présente des points négatifs, à savoir les délais et la méthode. S'agissant des délais : il a fallu au Collège réuni rien moins que quarante mois depuis son installation pour poser ce premier jalon substantiel de la réforme annoncée du secteur des maisons de repos. Pourquoi, par exemple, l'octroi d'un agrément à durée indéterminée entre-t-il si tard dans la législation bicommunautaire, alors qu'il existe de longue date, sans que cela ne pose de problème, dans celles de la Région wallonne et de la Commission communautaire française ? Et ce, qui plus est, à la demande expresse des instances d'Iriscare. Faut-il en conclure que le Collège réuni n'y était pas favorable ? Pourquoi – autre exemple – a-t-il fallu quarante mois pour introduire des corrections pourtant qualifiées d'« urgentes » dans l'exposé des motifs ? Par ailleurs, la « *réforme plus vaste du secteur des établissements pour aînés* », annoncée dans le même exposé des motifs, visera également les maisons de repos et de soins, qui ont été transférées dans le cadre de la sixième réforme de l'État mais auxquelles, à l'heure actuelle, la législation fédérale continue de s'appliquer. Si régler les questions « urgentes » lui a pris quarante mois, comment le Collège réuni entend-il mener cette « *réforme plus vaste* » au cours des vingt mois qui nous séparent de la fin de la législature ? Parmi les axes principaux de cette réforme figurent « *la politique des prix et leur accessibilité* » ; n'est-il pas urgent de s'y atteler ? Et *quid* des normes d'enca-

van de commissie niet in het belang is van onze senioren. Gezien het voorgaande, stelt de voorzitter voor om de bespreking van het ontwerp van ordonnantie voort te zetten.
(Instemming)

Mevrouw Gladys Kazadi bedankt iedereen die heeft bijgedragen aan de opstelling van het voorliggende ontwerp. De fractie Les Engagés acht het van essentieel belang dat elke persoon die zijn zelfstandigheid verliest, toegang heeft tot een beschikbaar en toegankelijk aanbod van bijstand en zorg. Ze pleit dan ook voor een zorgverzekering. Het ontwerp bevat een aantal positieve punten. Zo is het wenselijk in een programmering te voorzien die gericht is op een evenwicht tussen de openbare, non-profit- en commerciële sector. De spreker merkt terloops op dat de non-profitsector geen subsidies krijgt van de gemeenten, in tegenstelling tot de openbare sector, en niet gefinancierd wordt via toelagen, in tegenstelling tot de commerciële sector. De mogelijkheid om de erkenning te schorsen, is ook een stap vooruit: op die manier kan druk worden uitgeoefend op de beheerders die de erkenningsnormen onvoldoende naleven. Andere aspecten van het ontwerp zijn maar matig goed. Zo worden administratieve boetes voorgesteld als een grote stap voorwaarts, terwijl het Waalse voorbeeld aantoont dat ze wellicht maar zelden zullen worden toegepast omdat ze te specifiek zijn. Ook is artikel 25 van het ontwerp, dat het mogelijk maakt een commissaris aan te stellen, zeer beknopt en is de commentaar erbij niet meer dan een parafrase ervan. Hoe zal het worden uitgevoerd? Zal de commissaris van het Verenigd College een ambtenaar zijn of een ander profiel hebben? Op welke manier zal hij worden aangesteld? Wat vinden de OCMW's van deze bepaling? Het artikel definieert het begrip 'ernstige tekortkomingen' niet; noch de regels voor de vaststelling ervan. Deze onnauwkeurigheid opent de deur voor rechtszaken. Kan het Verenigd College hierover meer duidelijkheid verschaffen in het kader van de parlementaire voorbereidingen of wil het dat via een andere weg doen? Een ander minder goed punt is de verantwoording dat de dienstenrichtlijn niet van toepassing is, die in slechts enkele suggestieve regels is vervat. Valt daarom niet te vrezen voor rechtszaken? Ten slotte bevat het ontwerp twee negatieve punten, namelijk de termijnen en de methode. Sinds zijn installatie heeft het niet minder dan veertig maanden geduurd totdat het Verenigd College deze eerste belangrijke stap van de aangekondigde hervorming van de rusthuissector heeft gezet. Waarom wordt bijvoorbeeld de toekenning van een erkenning voor onbepaalde duur zo laat in de bicommunautaire wetgeving ingevoerd, terwijl die zonder enige problemen al lang bestaat in die van het Waals Gewest en de Cocof? En dat bovendien op uitdrukkelijk verzoek van de instanties van Iriscare. Moeten we daaruit concluderen dat het Verenigd College daarvan geen voorstander was? Waarom – nog een ander voorbeeld – heeft het veertig maanden geduurd om, volgens de bewoordingen van de memorie van toelichting, "dringende" verbeteringen aan te brengen? Voorts zal de in de memorie van toelichting aangekondigde "bredere hervorming van de sector voor ouderenvoorzieningen" eveneens betrekking hebben op de rust- en verzorgingstehuizen, die in het kader van de zesde staatshervorming zijn overgeheveld, maar die momenteel nog altijd onder de federale wetgeving vallen. Als het veertig maanden geduurd heeft om "dringende" kwesties te regelen, hoe wil het Verenigd College dan deze "bredere hervorming" doorvoeren in de twintig maan-

drement, considérant que le personnel soignant est en souffrance et connaît une pénurie ? Ensuite, s'agissant de la méthode : c'est la première fois qu'un projet soumis à l'Assemblée réunie a donné lieu à deux avant-projets et, partant, à deux avis de la section de législation du Conseil d'État. Quelles modifications ont été apportées au premier avant-projet et ont justifié qu'un nouvel avis soit demandé quelques semaines seulement après que le premier ait été donné ?

Mme Véronique Jamoulle annonce que le groupe PS soutiendra avec enthousiasme le projet à l'examen, qui s'inscrit dans la philosophie de l'accord de gouvernement et constitue un pas vers l'amélioration de la prise en charge des aînés. Ce texte est en outre conforme aux recommandations de la commission spéciale consacrée à la gestion de la pandémie de Covid-19. Surtout, le projet concrétise le rééquilibrage des secteurs public et associatif, d'une part, et commercial, d'autre part, qu'appelait de ses vœux feu sa collègue Mme Anne-Sylvie Mouzon. Cette avancée permettra d'éviter que les aînés soient considérés comme un « or gris » et que leurs lits, vus comme monnayables, servent à rémunérer des actionnaires. Sans préjudice de la qualité des établissements privés et du dévouement de leur personnel, ce rééquilibrage traduit un choix de société en réponse à la question, de plus en plus essentielle, de la prise en charge de nos aînés. La députée demande si la mise en œuvre du régime de contrôle et de sanction en projet nécessitera des recrutements chez Iriscare car, sans personnel suffisant, ces belles intentions resteront lettre morte.

M. Jan Busselen relève que le projet à l'examen réforme le volet répressif de la politique d'accueil et d'hébergement des aînés, ce qui était nécessaire. À cet égard, les douze équivalents temps plein prévus pour renforcer le service d'inspection suffiront-ils à absorber l'augmentation de la charge de travail qu'emporte le nouveau régime de contrôle et de sanction ? Pourront-ils interroger, outre les membres du personnel, les résidents et leurs familles ? L'orateur constate que le projet ne touche ni à la révision des normes d'encadrement ni à la diversification des formes d'accueil des aînés, dont on aurait pourtant pu croire, à la lumière de la pandémie de Covid-19, qu'elles seraient des priorités pour le Collège réuni. Des investissements massifs dans le secteur public auraient également constitué un signal, à la suite de la crise sanitaire. Il convient en effet d'accélérer la reprise par le secteur public des places aux mains du secteur commercial, au vu des conséquences qu'a la domination d'une tournure d'esprit managériale, obnubilée par la rentabilité, sur la situation des résidents – avec la maltraitance institutionnelle, les repas à un euro, le rançonnement, la surmédication, etc. – comme sur la situation du personnel – avec un sous-encadrement chronique, générateur de surmenage. Le seul progrès constaté ces dernières années est celui de la mainmise des multinationales, dont les exactions ne sont d'ailleurs pas révélées par les services d'inspection mais par des journalistes d'investigation. En vingt ans, grâce aux décisions des précédents collèges réunis, le secteur commercial s'est approprié 62 % des places bruxelloises et le fait de bénéficier de subventions n'empêche

den die nog resten voor het einde van de regeerperiode? Een van de hoofdelementen van deze hervorming is “*prijksbeleid en toegankelijkheid*”. Moeten die niet dringend worden aangepakt? En wat met de omkaderingsnormen, aangezien het zorgpersoneel gestrest is en er een personeelstekort is? Een tweede negatieve punt is de methode: het is de eerste keer dat een aan de Verenigde Vergadering voorgelegd ontwerp geleid heeft tot twee voorontwerpen en bijgevolg twee adviezen van de afdeling wetgeving van de Raad van State. Welke wijzigingen zijn aan het eerste voorontwerp aangebracht en hebben ervoor gezorgd dat, amper enkele weken nadat het eerste advies was verstrekt, een nieuw advies is gevraagd?

Mevrouw Véronique Jamoulle kondigt aan dat de PS-fractie het voorliggende ontwerp enthousiast zal steunen, dat in de lijn ligt van de filosofie van het regeerakkoord en een stap naar een betere ouderenzorg vormt. Deze tekst is bovendien in overeenstemming met de aanbevelingen van de bijzondere commissie die de aanpak van de covidpandemie onderzocht. Vooral herstelt het ontwerp concreet het evenwicht tussen de openbare sector en de non-profitsector enerzijds en de commerciële sector anderzijds, zoals haar overleden collega, mevrouw Anne-Sylvie Mouzon, bepleitte. Dankzij deze stap vooruit kan worden vermeden dat senioren gezien worden als ‘grijs goud’ en dat hun bedden, die als koopwaar worden gezien, dienen om aandeelhouders te betalen. Zonder afbreuk te doen aan de kwaliteit van de privé voorzieningen en de inzet van hun personeel, weerspiegelt dat evenwichtsherstel een keuze van de maatschappij als reactie op de alsmaar essentiële vraag om onze ouderen te verzorgen. Het parlementslid vraagt of voor de uitvoering van de ontwerpcontrole- en sanctieregeling aanwervingen bij Iriscare nodig zullen zijn, want zonder voldoende personeel zullen deze goede bedoelingen dode letter blijven.

De heer Jan Busselen wijst erop dat het voorliggende ontwerp het repressieve onderdeel van het beleid inzake opvang en huisvesting van senioren hervormt, wat noodzakelijk was. Zullen in dat verband de twaalf extra voltijdsequivalenten van de inspectiedienst voldoende zijn om de zwaardere werklust als gevolg van de nieuwe controle- en sanctieregeling op te vangen? Zullen zij naast de personeelsleden ook de bewoners en hun families mogen ondervragen? De spreker stelt vast dat het ontwerp geen betrekking heeft op de herziening van de omkaderingsnormen, noch op de diversificatie van de opvangvormen van senioren, waarvan men in het licht van de covidpandemie nochtans zou kunnen denken dat ze prioriteiten zouden zijn voor het Verenigd College. Massale investeringen in de openbare sector zouden eveneens een signaal geweest zijn na de coronacrisis. De openbare sector moet immers plaatsen van de commerciële sector versneld overnemen wegens de gevolgen die de overheersende op winst gerichte managementmentaliteit heeft voor zowel de situatie van de bewoners – met institutionele mishandeling, een-euro-maaltijden, afpersing, overmatig gebruik van geneesmiddelen enzovoort – als de situatie van het personeel – met langdurige personeelstekorten, die leiden tot overbelasting. De enige vooruitgang de voorbije jaren is de greep op de multinationals, waarvan de wreedheden trouwens niet aan het licht worden gebracht door de inspectiediensten maar door onderzoeksjournalisten. Dankzij de beslissingen van de vorige Verenigde Colleges heeft de commerciële sector zich in twintig jaar tijd 62% van de Brusselse plaatsen toegeëigend en het

pas les opérateurs d'être cotés en bourse. Il est temps de cesser de confier la prise en charge des aînés à la Bourse et aux multinationales. Le rééquilibrage annoncé est indispensable, mais quand se concrétisera-t-il ? La reconversion de lits de maison de repos en lits de maison de repos et de soin est par exemple à saluer, mais elle avance avec une extrême lenteur et on peut craindre qu'elle entraîne des licenciements. Combien de lits est-il prévu de reconvertir et avec quelles garanties quant au maintien de l'emploi ? Combien, parmi les 3.700 lits agréés inoccupés, relèvent respectivement des secteurs public, associatif et commercial ? Un autre problème central, auquel le projet n'apporte aucune réponse, malgré les engagements de l'accord de gouvernement, est l'augmentation des prix facturés aux résidents. Ils ont augmenté de 20 % depuis 2009, de sorte qu'en 2021, selon l'agence flamande Zorg en Gezondheid, chaque résident en maison de repos bruxelloise paie en moyenne 65 euros par jour. Or, combien d'aînés bénéficient d'une pension de 2.000 euros par mois ?

Mme Els Rochette note, à l'instar de Mme Véronique Jamouille, que l'ordonnance en projet met en œuvre plusieurs recommandations de la commission spéciale Covid-19. L'objectif premier de l'action politique à destination des aînés doit être l'amélioration de leur qualité de vie. Nos aînés veulent décider eux-mêmes comment passer leurs vieux jours. Un continuum d'aide et de soins leur permettant de demeurer autonomes aussi longtemps que possible est donc fondamental (et c'est une bonne chose que le travail des réseaux d'entraide de quartier ait été mis en exergue dans l'exposé introductif). Pour certains aînés, un hébergement en maison de repos est la solution la plus indiquée. La qualité des soins et des conditions d'hébergement doit y être garantie pour tous, en ce compris les personnes en situation de précarité. La fin progressive des 3.700 places structurellement inoccupées doit être saluée, de même que le rééquilibrage des secteurs public, associatif et commercial, en vue d'assurer le libre choix des personnes. Le nouveau régime de sanction en cas de manquement aux normes d'agrément est également une avancée, notamment en ce qu'il prévoit la possibilité d'un accompagnement pour régulariser les manquements constatés (article 25) ; il est positif, dans ce cadre, que des recrutements soient programmés pour renforcer le service d'inspection. En conclusion, le groupe one.brussels-Vooruit soutiendra ce texte car il constitue à son estime un pas dans la bonne direction.

Mme Magali Plovie souligne que le projet à l'examen doit être lu comme s'inscrivant dans une politique globale garantissant la liberté de choix des aînés : choix de demeurer dans leur domicile (selon la forme et avec les accompagnements qu'elles souhaitent) ou d'entrer en maison de repos. Le fonctionnement des maisons de repos doit évoluer – et d'autres pays montrent la voie – vers un plus grand respect des droits et libertés des aînés. La Fondation Roi Baudouin a publié le 26 septembre 2022 une [brochure](#) posant certaines balises pour le développement des lieux de vie et de soins de demain pour les personnes âgées : en vue d'assurer qu'elles puissent vivre dans le bien-être, quatre valeurs doivent être suivies, à savoir l'autonomie, la participation, la vie en relation avec d'autres et la possibilité de concrétiser ses aspirations. Le projet à

fait dat de operatoren subsidies genieten, belet hen niet om beursgenoteerde bedrijven te zijn. Het is tijd om de zorg voor ouderen niet langer toe te vertrouwen aan de beurs en multinationals. Het aangekondigde evenwichtsherstel is noodzakelijk, maar wanneer zal het in de praktijk worden gebracht? De omzetting van bedden van rusthuizen naar bedden van rust- en verzorgingstehuizen is bijvoorbeeld toe te juichen, maar gaat uiterst traag vooruit en er valt te vrezen dat ze tot ontslagen zal leiden. Hoeveel bedden is men van plan om te zetten en met welke garanties inzake het behoud van de tewerkstelling? Hoeveel van de 3.700 onbezette erkende bedden vallen respectievelijk onder de openbare sector, de non-profitsector en de commerciële sector? Een ander centraal probleem, waarop het ontwerp geen enkel antwoord biedt, ondanks de verbintenissen in het regeerakkoord, is de stijging van de prijzen die aan de bewoners worden gefactureerd. Sinds 2009 zijn ze met 20% gestegen, zodat elke bewoner in een Brussels rusthuis in 2021 gemiddeld 65 euro per dag betaalt volgens het Vlaams agentschap Zorg en Gezondheid. Hoeveel ouderen genieten een pensioen van 2.000 euro per maand?

Mevrouw Els Rochette merkt, net zoals mevrouw Véronique Jamouille, op dat het ontwerp van ordonnantie verschillende aanbevelingen van de bijzondere covidcommissie implementeert. De voornaamste doelstelling van beleidsmaatregelen voor senioren moet een betere levenskwaliteit zijn. Onze ouderen willen zelf beslissen hoe ze hun oude dagen doorbrengen. Een continuüm van bijstand en zorg, waardoor ze zo lang mogelijk zelfstandig kunnen blijven, is dus van fundamenteel belang (en het is een goede zaak dat in de inleidende uiteenzetting de aandacht gevestigd is op het werk van de burenhulpnetwerken). Voor sommige senioren is een rusthuis de meest aangewezen oplossing. De kwaliteit van de zorg en huisvestingsomstandigheden moet er voor iedereen, ook kwetsbare personen, gegarandeerd zijn. De geleidelijke afschaffing van de structureel onbezette 3.700 plaatsen moet worden toegejuicht, net zoals het evenwichtsherstel tussen de openbare, non-profit- en commerciële sector, om de vrije keuze van de mensen te verzekeren. De nieuwe regeling voor sancties ingeval de erkenningsnormen niet worden nageleefd, is ook een stap vooruit, met name omdat deze voorziet in de mogelijkheid van begeleiding om de vastgestelde tekortkomingen in orde te brengen (artikel 25). Het is in dat kader positief dat er aanwervingen zijn gepland om de inspectiedienst te versterken. De fractie one.brussels-Vooruit zal deze tekst dus steunen, want hij vormt volgens haar een stap in de goede richting.

Mevrouw Magali Plovie benadrukt dat het voorliggende ontwerp gelezen moet worden in het kader van een algemeen beleid dat de keuzevrijheid van senioren waarborgt: de keuze om in hun woning te blijven wonen (volgens de vorm en met de begeleiding die ze wensen) of naar een rusthuis te verhuizen. De werking van de rusthuizen moet evolueren – en andere landen wijzen daarbij de weg – naar meer respect voor de rechten en vrijheden van ouderen. De Koning Boudewijnstichting heeft op 26 september 2022 een [brochure](#) gepubliceerd, die een basis biedt voor toekomstige woonzorgomgevingen voor ouderen: om ervoor te zorgen dat ze kunnen leven in welzijn, moeten vier waarden worden vooropgesteld, namelijk autonomie, inspraak, leven in verbinding met anderen en aspiraties kunnen waarmaken. Het voorliggende ont-

l'examen permettra l'adoption d'arrêtés d'exécution (notamment celui fixant les normes d'agrément) conformes à ces valeurs. Il permet aussi, par le rééquilibrage de la part respective des secteurs public, associatif et commercial, de mieux assurer la liberté de choix : il ressort en effet des travaux de la Fondation Roi Baudouin que ce libre choix (entre une maison de repos ou une structure alternative, mais aussi entre tel ou tel type de maison de repos) est primordial aux yeux des aînés ; il n'est d'ailleurs possible que si les différentes options sont financièrement accessibles. L'oratrice pense en outre qu'il faut, autant que possible, soustraire les maisons de repos à la logique de marché. Elle approuve donc que les lits non exploités soient redistribués en fonction d'une programmation et de critères de qualité ; il sera ainsi mieux répondu aux besoins de la population et l'intérêt général sera rencontré plutôt que celui d'actionnaires, avec les dérives que l'on connaît. Le mécanisme de reconversion des lits de maison de repos en lits de maison de repos et de soins sera-t-il maintenu à l'avenir et, dans l'affirmative, sous quelle forme ? La députée se réjouit également de la possibilité de sanctions graduées selon la répétition et la gravité du non-respect des normes, qui renforcera l'efficacité du contrôle par rapport au système actuel (où la seule sanction prévue est la fermeture pure et simple). La commissaire s'étonne des propos tenus par certains intervenants précédents en ce qui concerne le travail de concertation mené au sein des instances d'Iriscare. Pour rappel, le Conseil de gestion de la santé et de l'aide aux personnes d'Iriscare est composé comme suit : 3 représentants des employeurs, 3 représentants des travailleurs, 9 représentants des mutualités et 9 représentants des prestataires de soins, dont Brulocalis, Gibbis et Femarbel. Les fédérations du secteur, à ce titre, ont donc pu non pas simplement être entendues, mais bien participer pleinement à la rédaction des deux avis que ce Conseil a rendu sur le projet à l'examen, dans le respect du mode de fonctionnement paritaire mis en place à la suite de la sixième réforme de l'État. À la lumière du courrier que lui ont adressé les fédérations, le Collège réuni pourrait-il donner plus d'explications sur la concertation avec le secteur, sur le contenu des avis du Conseil de gestion et sur le suivi réservé à ces avis ? Le groupe Ecolo votera en faveur du texte à l'examen, avec la conviction que les mesures en projet permettront de mieux répondre aux droits et aux besoins des personnes âgées, dans le sens de l'accord de gouvernement et des recommandations de la commission spéciale Covid-19.

Mme Nicole Nketo Bomele plaide en faveur d'une société plus juste à l'égard des aînés, où vieillir serait continuer de vivre et non cesser d'exister. Aussi applaudit-elle la fin du moratoire sur les autorisations spécifiques de mise en service et d'exploitation, l'interdiction de la part respective des différents secteurs, la lutte contre les fausses ASBL ou encore l'application de critères qualitatifs pour l'octroi de nouvelles autorisations, en vue de promouvoir des établissements à taille humaine et répartis équitablement sur l'ensemble du territoire bruxellois. Toutes ces mesures tendent à résoudre les incohérences, les inéquités, les mauvaises habitudes du secteur et les réponses tantôt trop strictes, tantôt pas assez des autorités. Le

werp zal het mogelijk maken uitvoeringsbesluiten aan te nemen (met name het besluit tot vaststelling van de erkenningsnormen) die in overeenstemming zijn met die waarden. Het maakt het ook mogelijk, via het evenwichtsherstel van het respectieve aandeel van de openbare, non-profit- en commerciële sector, de keuzevrijheid beter te verzekeren: uit de studie van de Koning Boudewijnstichting blijkt immers dat die vrije keuze (tussen een rusthuis of een alternatieve structuur, maar ook tussen een bepaald type rusthuis) cruciaal is in de ogen van de senioren. Ze is trouwens maar mogelijk als de verschillende opties betaalbaar zijn. De spreekster denkt bovendien dat de rusthuizen zoveel mogelijk aan de marktwerking onttrokken moeten worden. Ze is het er dus over eens dat de onbenutte bedden opnieuw verdeeld worden op basis van een programmering en kwalitatieve criteria. Aldus zullen de behoeften van de bevolking beter beantwoord worden en zal het algemeen belang worden gediend in plaats van dat van aandeelhouders, met de gekende uitwassen als gevolg. Zal het omzettingsmechanisme van bedden van rusthuizen naar bedden van rust- en verzorgingstehuizen in de toekomst behouden blijven en, zo ja, in welke vorm? De volksvertegenwoordiger verwelkomt ook de mogelijkheid van sancties die strenger worden afhankelijk van de mate waarin de normen herhaaldelijk of ernstig met voeten worden getreden. Daardoor zal de controle doeltreffender worden in vergelijking met de huidige regeling (waarin de enige sanctie een regelrechte sluiting is). Het commissielid verbaast zich over het betoog van sommige vorige sprekers over het overleg binnen de instanties van Iriscare. Ter herinnering: de beheerraad voor Gezondheid en Bijstand aan personen van Iriscare is als volgt samengesteld: 3 vertegenwoordigers van de werkgevers, 3 vertegenwoordigers van de werknemers, 9 vertegenwoordigers van de ziekenfondsen en 9 vertegenwoordigers van de zorgverleners, waaronder Brulocalis, Gibbis en Femarbel. De sectorfederaties konden in dat verband dus niet enkel worden gehoord, maar ook volop meewerken aan de opstelling van de twee adviezen die deze raad over het voorliggende ontwerp heeft verstrekt, met inachtneming van de paritaire werkwijze die na de zesde staatshervorming is ingevoerd. Zou het Verenigd College in het licht van de brief van de federaties die het heeft ontvangen, kunnen terugkomen op het overleg met de sector over de inhoud van de adviezen van de beheerraad en de opvolging van die adviezen? De Ecolo-fractie zal voor het voorliggende ontwerp steunen, in de overtuiging dat de maatregelen ervan het mogelijk zullen maken beter tegemoet te komen aan de rechten en noden van senioren, in de zin van het regeerakkoord en de aanbevelingen van de bijzondere covid-commissie.

Mevrouw Nicole Nketo Bomele pleit voor een samenleving die senioren rechtvaardiger behandelt, waarin ouder worden draait om blijven leven en niet ophouden te bestaan. Ze is dan ook verheugd over het einde van het moratorium op de specifieke vergunningen tot ingebruikname en exploitatie, het verbod op overdracht van bedden tussen beheerders, het evenwichtsherstel van het respectieve aandeel van de verschillende sectoren, de bestrijding van valse vzw's of de toepassing van kwalitatieve criteria voor de toekenning van nieuwe vergunningen om voorzieningen op mensengrootte te bevorderen die eerlijk verdeeld zijn over het hele Brusselse grondgebied. Al die maatregelen strekken ertoe de onverenigbaarheden, onrechtvaardigheden, slechte gewoonten van de

groupe DéFI souscrit à cette approche à la fois plus souple et plus structurante, ainsi qu'aux axes principaux de la réforme plus vaste à venir, tels que les définit l'exposé des motifs. La députée précise certains points d'attention pour son groupe, dans le cadre de l'élaboration de cette réforme : d'une part, il conviendra que le futur arrêté relatif aux normes d'agrément impose aux établissements de prendre en compte les spécificités culturelles des aînés dans la définition de leur offre de loisirs et de repas ; d'autre part, il faudra encourager les solutions alternatives permettant le maintien à domicile des aînés.

M. Emmanuel De Bock insiste sur l'importance que le groupe DéFI accorde à l'évaluation des politiques publiques. Il est par ailleurs normal que les autorités publiques imposent des obligations à ceux qui bénéficient de leurs subventions. L'accueil des aînés forme un véritable enjeu social, qui ne se présente pas de la même manière sur l'ensemble du territoire bruxellois. Par exemple, la population d'Uccle présente un des âges moyens les plus élevés de la Région et on trouve dans la commune une offre d'établissements pour aînés très abondante et très diversifiée dans le secteur privé – de l'hébergement quasi-hôtelier à la prise en charge quasi-hospitalière – mais plutôt cachectique dans le secteur public : le CPAS uclois ne peut placer dans ses propres établissements qu'un tiers des aînés qu'il accompagne, les deux autres tiers étant placés dans des établissements privés, parfois situés dans d'autres communes. Il est donc heureux que le secteur privé pallie cette carence, que celle-ci résulte ou non – il faudrait le vérifier – de décennies de sous-investissements. Les établissements publics sont les moins chers pour les résidents, mais ils sont souvent déficitaires (les deux maisons de repos publiques ucloises coûtent ainsi entre 1 et 1,5 million d'euros par an à la collectivité) ; leur coût par personne hébergée est en réalité largement supérieur à celui des établissements privés. Au final, il est donc moins onéreux pour les CPAS de sous-traiter l'hébergement des aînés au secteur privé. Il s'ensuit qu'une évaluation holistique devrait prendre en compte la contribution du secteur privé, qu'il est indécent de dénigrer par principe (hors cas manifestes d'abus mercantiles) alors qu'il permet de répondre à une large part des besoins. En passant, on peut déplorer que, pour des raisons idéologiques, les établissements publics qui ne répondent plus aux normes se voient accorder des dérogations qui, dans le même temps, sont refusées aux établissements privés : le confort des résidents devrait être le seul curseur. Un rééquilibrage est essentiel, mais il doit être subordonné à une cartographie des besoins quartier par quartier, avec une priorité pour les maisons de repos et de soins, structures plus lourdes destinées à l'accueil des personnes en situation de grande dépendance, et une attention à la diversité des solutions alternatives à même de répondre adéquatement à la variété des cas individuels. Il faut sortir d'une logique purement quantitative et tenir compte de la dimension qualitative. Il convient enfin de soutenir le personnel des établissements pour aînés, tant privés que publics, sur lequel tout repose. Il est d'ailleurs à noter que le secteur de l'aide aux personnes et des soins infirmiers demeurera pourvoyeur d'emplois ; il est donc regrettable qu'un nombre insuffisant de Bruxellois y soient formés.

sector en de soms te strenge antwoorden en soms onvoldoende strenge antwoorden van de overheid uit de wereld te helpen. De DéFI-fractie steunt deze zowel meer flexibele als meer structurele aanpak, alsook de hoofdelementen van de toekomstige bredere hervorming, zoals omschreven in de memorie van toelichting. De volksvertegenwoordiger wijst op een aantal aandachtspunten bij de uitwerking van deze hervorming: enerzijds moet het toekomstige besluit betreffende de erkenningsnormen de voorzieningen verplichten om bij hun aanbod van vrijetijdsactiviteiten en maaltijden rekening te houden met de specifieke culturele kenmerken van senioren; anderzijds moeten de alternatieve oplossingen waarmee senioren thuis kunnen blijven wonen, worden aangemoedigd.

De heer Emmanuel De Bock wijst op het belang dat de DéFI-fractie hecht aan de evaluatie van de overheidsmaatregelen. Het is verder normaal dat de overheid verplichtingen oplegt aan wie van haar subsidies ontvangt. De opvang van ouderen vormt een echte maatschappelijke uitdaging, die niet overal in Brussel dezelfde is. Bijvoorbeeld is de gemiddelde leeftijd van de bevolking van Ukkel een van de hoogste van het gewest en is er in de gemeente een overvloedig en divers aanbod van ouderenvoorzieningen in de privésector – gaande van bijna hotelaccommodatie tot bijna ziekenhuisverzorging – maar veeleer een ontoereikend aanbod in de openbare sector: het OCMW van Ukkel kan in zijn eigen voorzieningen maar een derde van de ouderen plaatsen die het begeleidt. De overige twee derde wordt in privévoorzieningen geplaatst, soms in andere gemeenten. De spreker is dus blij dat de privésector dat tekort opvangt, of dat nu al of niet het resultaat is van decennialange ondermaatse investeringen, wat zou moeten worden nagegaan. De openbare voorzieningen zijn het goedkoopst voor de bewoners, maar zijn vaak verlieslatend (de twee openbare rusthuizen in Ukkel kosten aldus tussen 1 en 1,5 miljoen euro per jaar aan de samenleving). Hun kostprijs per bewoner ligt in werkelijkheid veel hoger dan in de privévoorzieningen. Uiteindelijk is het dus goedkoper voor de OCMW's om de huisvesting van ouderen aan de privésector uit te besteden. Daaruit volgt dat bij een holistische beoordeling rekening moet worden gehouden met de bijdrage van de privésector. Het is ongepast die sector principieel in een kwaad daglicht te stellen (behalve in duidelijke gevallen van commercieel misbruik), terwijl hij het mogelijk maakt aan een groot deel van de behoeften te voldoen. Terloops valt te betreuren dat om ideologische redenen de openbare voorzieningen die niet langer aan de normen voldoen, uitzonderingen worden toegekend die tezelfdertijd aan de privévoorzieningen worden geweigerd: het comfort van de bewoners zou de enige maatstaf moeten zijn. Een evenwichtsherstel is essentieel, maar daarvoor moeten de behoeften per wijk in kaart worden gebracht. De prioriteit moet uitgaan naar de rust- en verzorgingstehuizen, zwaardere structuren bestemd voor de opvang van zeer afhankelijke personen, en er moet aandacht zijn voor de diverse alternatieve oplossingen die een passend antwoord kunnen bieden op de verscheidenheid van individuele gevallen. Er moet worden afgestapt van een zuiver kwantitatieve logica en rekening worden gehouden met de kwalitatieve dimensie. Ten slotte moet het personeel, dat de basis is van alles, worden ondersteund, en dat zowel in de private als in de openbare ouderenvoorzieningen. Overigens zal de sector van de bijstand aan personen en verpleegkundige verzorging voor werkgelegenheid blijven zorgen. Het valt dan ook te betreuren dat onvoldoende Brusselaars in deze sector worden opgeleid.

M. Juan Benjumea Moreno soulève, contre ceux qui s'effraient de l'intention, qu'ils qualifient d'« idéologique », de ramener sous 50 % la part du secteur commercial, les éléments suivants : premièrement, la part de ce secteur en Flandre – qui n'a rien d'un paradis communiste – n'est que de 16 % contre 62 % à Bruxelles ; deuxièmement, le prix journalier en maison de repos publique ou associative est 12 % plus bas qu'en maison de repos commerciale (grâce au subventionnement et à l'absence de but lucratif) et il est du devoir des pouvoirs publics de garantir une offre suffisante de lits financièrement accessibles ; troisièmement, les maisons de repos publiques et associatives occupent en moyenne 33 % de travailleurs en plus que leurs homologues commerciales (12 travailleurs pour 30 résidents contre 9 travailleurs pour 30 résidents), ce qui influe sur la qualité du service. Le choix que traduit le projet à l'examen est d'assurer un équilibre entre les secteurs pour que les personnes se tournent vers l'un ou l'autre par choix et non par nécessité. Le groupe Groen apportera son soutien sans réserve au texte, en ce qu'il exécute une série de recommandations de la commission spéciale Covid-19 (il n'est d'ailleurs pas douteux que les recommandations relatives aux maisons de repos non encore mises en œuvre le seront dans les futurs arrêtés relatifs à la programmation et aux normes d'agrément et d'encadrement). Le député souhaiterait néanmoins des clarifications sur les concertations qui ont eu et auront lieu – en tout état de cause, le fait qu'il y ait eu plusieurs avant-projets laisse à penser qu'il a été tenu compte d'au moins certaines des observations formulées sur les moutures successives du texte à l'examen et, de toute évidence, la longueur du processus, critiquée par Mme Gladys Kazadi, tient non seulement aux effets de la pandémie de Covid-19, mais aussi aux nombreuses phases de concertation et de consultation des instances d'avis.

M. Gilles Verstraeten énumère les aspects du projet d'ordonnance qui recueillent son adhésion : le suivi réservé aux recommandations de la commission spéciale Covid-19, l'introduction d'un système de sanctions progressives, les dispositions relatives à la protection des données à caractère personnel, la prise en compte de critères qualitatifs dans l'octroi des nouvelles autorisations (sous réserve toutefois du contenu des futurs arrêtés y afférents) et l'inscription explicite dans la législation du « *droit de bénéficiaire d'un accueil, d'un accompagnement et, le cas échéant, de soins, en français ou en néerlandais, selon son choix linguistique* ». Nonobstant, s'agissant du système de sanctions, le député regrette le nombre limité de manquements pouvant donner lieu à une amende administrative, d'une part, et, d'autre part, la liberté laissée au Collège réuni pour désigner les fonctionnaires habilités. En ce qui concerne les critères de qualité visés à l'article 10, b), l'orateur s'interroge sur la portée exacte des critères énumérés aux 2° et 3°. Le commissaire se penche ensuite sur les aspects du projet auxquels il ne saurait assentir. Premièrement, il n'aperçoit pas en quoi les autorités publiques, en plafonnant la part d'un secteur en particulier, renforceraient la liberté de choix des personnes. Cet argument lui paraît dépourvu de fondement. En effet, on trouve des lits agréés inoccupés dans les trois secteurs et cette égale disponibilité des places permet en soi un libre choix. Ensuite, il n'est pas avéré que plus de 50 % des personnes concernées refuseraient d'opter pour le secteur

De heer Juan Benjumea Moreno werpt de volgende argumenten op tegen al wie zich zorgen maakt over het – door hen als 'ideologisch' bestempelde – voornemen om het aandeel van de commerciële sector terug te dringen tot minder dan 50%. Ten eerste is het aandeel van die sector in Vlaanderen – dat helemaal geen communistisch paradijs is – maar 16% tegenover 62% in Brussel. Ten tweede ligt de dagprijs in een rusthuis van de openbare sector of de non-profitsector 12% lager dan in een commercieel rusthuis (dankzij de subsidiëring en het ontbreken van een winsttoegemerk). Het is de taak van de overheid een toereikend aanbod van betaalbare bedden te waarborgen. Ten derde stellen de rusthuizen van de openbare sector of de non-profitsector gemiddeld 33% meer werknemers tewerk dan de commerciële rusthuizen (12 werknemers voor 30 bewoners tegenover 9 werknemers voor 30 bewoners), wat een invloed heeft op de kwaliteit van de dienstverlening. De keuze die in het voorliggende ontwerp wordt weerspiegeld, is te zorgen voor een evenwicht tussen de sectoren, zodat de mensen zich uit vrije keuze en niet uit noodzaak tot een bepaalde sector wenden. De Groenfractie zal deze tekst volledig steunen, omdat hij een aantal aanbevelingen van de bijzondere covidcommissie uitvoert (het lijkt overigens geen twijfel dat de aanbevelingen over de rusthuizen waaraan nog geen gevolg is gegeven, zullen worden uitgevoerd in de toekomstige besluiten betreffende de programmering en de erkennings- en omkaderingsnormen). De volksvertegenwoordiger wenst niettemin meer duidelijkheid over het overleg dat heeft plaatsgevonden en nog zal plaatsvinden. Hoe dan ook doet het feit dat er meerdere voorontwerpen zijn geweest, vermoeden dat er met minstens een aantal van de opmerkingen rekening is gehouden in de opeenvolgende versies van de voorliggende tekst en uiteraard is het lange proces, waarop mevrouw Gladys Kazadi kritiek heeft geuit, niet alleen te wijten aan de gevolgen van de covidpandemie, maar ook aan de talrijke overleg- en raadplegingsrondes met de adviserende instanties.

De heer Gilles Verstraeten somt de aspecten van het ontwerp van ordonnantie op die hij steunt: de opvolging van de aanbevelingen van de bijzondere covidcommissie, de invoering van een systeem van getrapte sancties, de bepalingen over de bescherming van persoonsgegevens, het in aanmerking nemen van kwalitatieve criteria bij de toekenning van nieuwe vergunningen (onder voorbehoud niettemin van de inhoud van de toekomstige bijbehorende besluiten), de uitdrukkelijke vermelding in de wetgeving van het "*recht op opvang, begeleiding en, in voorkomend geval, zorg in het Nederlands of het Frans, naargelang de gekozen taal*". Niettemin betreurt de volksvertegenwoordiger met betrekking tot de sanctieregeling enerzijds het beperkte aantal tekortkomingen die aanleiding kunnen geven tot een administratieve boete, en anderzijds de vrijheid van het Verenigd College om gemachtigde ambtenaren aan te stellen. Met betrekking tot de kwalitatieve criteria van artikel 10, b), vraagt de spreker zich af wat de exacte draagwijdte is van de criteria die in de bepalingen onder 2° en 3° zijn opgesomd. Het commissieel behandelt vervolgens de aspecten van het ontwerp waarmee hij het niet eens is. Ten eerste ziet hij niet in hoe de overheid, door het aandeel van een bepaalde sector te beperken, de keuzevrijheid van de mensen zou vergroten. Dat argument lijkt hem ongegrond. In de drie sectoren zijn immers onbezette erkende bedden te vinden en die gelijke beschikbaarheid van plaatsen maakt op zich een vrije keuze mogelijk. Vervolgens staat niet

privé, de sorte que le déséquilibre actuel de l'offre violerait leurs aspirations : la nature du gestionnaire est en fait probablement indifférente aux aînés, contrairement au prix et à la qualité de ce qu'ils reçoivent en contrepartie de ce prix. Cette question de l'équilibre des secteurs n'intéresse en réalité que les idéologues et les politiciens. Prescrire par le biais de la loi ce que doivent être les préférences des Bruxellois est une idée d'inspiration soviétique ! Cette mesure discrimine le secteur commercial en lui retirant d'office des agréments pour la seule raison qu'il serait trop prédominant, sans avoir égard au fait qu'il pourrait être plus qualitatif et moins onéreux pour les résidents et pour la collectivité, comme M. Emmanuel De Bock y a fait allusion. Deuxièmement, interdire la cession des lits autorisés ou agréés revient à reconnaître que ces lits ont une valeur marchande et sont donc bien la propriété des gestionnaires ; cette interdiction est donc assimilable à une expropriation sans indemnité, dont la légalité semble mal assurée. Troisièmement, le député est d'avis que la limitation de la durée de validité des autorisations constitue une violation de la directive services, dont il considère qu'elle s'applique bien aux maisons de repos : la directive dispose en effet qu'une autorisation n'a pas de durée limitée (sauf lorsque le nombre d'autorisations disponibles est limité par une raison impérieuse d'intérêt général). En outre, cette limitation constitue une discrimination à l'encontre du secteur commercial, puisque ce dernier ne pourra obtenir ou renouveler aucune autorisation tant qu'il représentera plus de 50 % de la capacité totale. Quatrièmement, fixer à 5 % le taux toléré d'inoccupation est excessif : l'ensemble du secteur demandait unanimement qu'il soit porté à 10 % et le Collège réuni ne justifie pas sa décision de ne pas suivre cette demande ; aucun compte n'est tenu des raisons de l'inoccupation ; les autorisations octroyées pendant les treize dernières années, en l'absence de toute programmation, vont à présent être retirées de manière linéaire. Or, pourquoi le secteur commercial domine-t-il à l'heure actuelle ? Parce que le pouvoir exécutif lui a accordé ces autorisations pendant que, dans le même temps, il n'investissait pas dans le secteur public. Le Collège réuni s'en prend à un secteur entier, sans indemnisation, sans égard aux investissements consentis et, plus grave, sans garantie que la Commission communautaire commune aura les moyens financiers de remplacer les places supprimées et, partant, de maintenir à Bruxelles une capacité totale à la hauteur des besoins de la population. Pour le député, cette attaque contre le secteur commercial, menée pour des raisons purement idéologiques, est inacceptable.

*
* *

M. Alain Maron, membre du Collège réuni, revient d'abord sur la concertation. Il annonce qu'il s'en tiendra aux faits, le manque d'écoute dénoncé par certaines fédérations tenant à la subjectivité et à la défense d'intérêts particuliers. Les fédérations du secteur des maisons de repos ont pu consulter l'avant-projet d'ordonnance dès les phases le plus précoces de son élaboration et ont pleinement participé à la rédaction des deux avis rendus sur le texte par le Conseil de gestion de la santé et de l'aide aux personnes d'Iriscare qui, comme l'a indiqué Mme Magali

vast dat meer dan 50% van de betrokkenen zou weigeren om voor de privésector te kiezen, waardoor het huidige onevenwichtige aanbod zou ingaan tegen hun wensen: de aard van de beheerder kan de senioren in werkelijkheid wellicht weinig schelen, in tegenstelling tot de prijs en de kwaliteit van wat ze voor die prijs krijgen. In realiteit zijn alleen ideologen en politici in dat evenwicht van de sectoren geïnteresseerd. Wettelijk voorschrijven wat de voorkeuren van de Brusselaars moeten zijn, is een door de Sovjets geïnspireerd idee! Deze maatregel discrimineert de commerciële sector door van ambtswege vergunningen aan de sector in te trekken om de enige reden dat hij te dominant zou zijn, zonder ermee rekening te houden dat hij de bewoners en de maatschappij de beste kwaliteit en de laagste prijs zou kunnen bieden, waarop de heer Emmanuel De Bock zinspeelde. Ten tweede komt een verbod op de overdracht van vergunde of erkende bedden erop neer dat wordt erkend dat die bedden een marktwaarde hebben en dus eigendom zijn van de beheerders. Dat verbod is dus vergelijkbaar met een onteigening zonder vergoeding en lijkt onwettig. Ten derde is de volksvertegenwoordiger van mening dat de beperking van de geldigheidsduur van de vergunningen een schending van de dienstenrichtlijn vormt, die volgens hem wel degelijk van toepassing is op de rusthuizen: de richtlijn bepaalt immers dat een vergunning geen beperkte geldigheidsduur heeft (tenzij het aantal beschikbare vergunningen beperkt is om een dwingende reden van algemeen belang). Bovendien vormt die beperking een discriminatie van de commerciële sector, aangezien die sector geen enkele vergunning zal kunnen verkrijgen of verlengen zolang hij meer dan 50% van de totale capaciteit vertegenwoordigt. Ten vierde is het overdreven om de toegestane niet-bezettingsgraad vast te stellen op 5%: de hele sector vroeg unaniem om die op 10% vast te stellen en het Verenigd College verantwoordt zijn beslissing niet om dat verzoek niet in te willigen; er wordt geen rekening gehouden met de redenen voor de niet-bezetting; de vergunningen die in de voorbije dertien jaar zijn verleend, zonder enige programmering, zullen nu lineair worden ingetrokken. Waarom domineert de commerciële sector tegenwoordig? Omdat de uitvoerende macht hem die vergunningen heeft verleend, terwijl hij tegelijk niet investeerde in de openbare sector. Het Verenigd College keert zich tegen een volledige sector, zonder vergoeding, zonder rekening te houden met de gedane investeringen en, erger nog, zonder garantie dat de GGC de financiële middelen zal hebben om de afgeschafte plaatsen te vervangen en dus in Brussel een totale capaciteit te behouden die aan de behoeften van de bevolking voldoet. Volgens de volksvertegenwoordiger is deze aanval op de commerciële sector om louter ideologische redenen onaanvaardbaar.

*
* *

De heer Alain Maron, lid van het Verenigd College, komt eerst terug op het overleg. Hij verklaart dat hij bij de feiten zal blijven, omdat het gebrek aan luisterbereidheid die sommige federaties aanklagen te wijten is aan subjectiviteit en belangenverdediging. De federaties van de rusthuissector hebben het voorontwerp van ordonnantie kunnen raadplegen vanaf de vroegste stadia van de opstelling ervan en hebben volop meegewerkt aan de redactie van de twee adviezen die de bevoegdheid voor Gezondheid en Bijstand aan personen van Iriscare over de tekst heeft verstrekt. Zoals mevrouw Magali Plovie

Plovie, est composé comme suit : 3 représentants des employeurs, 3 représentants des travailleurs, 9 représentants des mutualités et 9 représentants des prestataires de soins, dont Brulocalis, Gibbis et Femarbel – c'est-à-dire les trois fédérations des maisons de repos bruxelloises. Le premier de ces deux avis, daté du 28 septembre 2021, était favorable et assorti d'un certain nombre de remarques. La plupart de ces remarques ont été intégrées au texte. Ainsi, par exemple, de la possibilité d'une dérogation à l'expiration automatique de l'autorisation spécifique de mise en service et d'exploitation lorsqu'une autorisation de travaux a été délivrée, de l'instauration d'un agrément à durée indéterminée, de la mise en place de sanctions intermédiaires, de l'utilisation du terme « aînés » plutôt que de l'expression « personnes âgées » ou encore du remplacement des mots « projet de vie » par les mots « projet de vie d'établissement ». D'autres recommandations n'ont pas été suivies. Il s'agit notamment de la définition des critères d'octroi de l'agrément par voie d'arrêté : il a été jugé plus opportun de les inscrire dans l'ordonnance. Le texte modifié a été à son tour soumis aux instances de concertation qui ont émis un second avis le 22 février 2022. Elles s'y réjouissaient d'ailleurs de la prise en compte de leur premier avis. Certaines de leurs nouvelles remarques ont été intégrées, à savoir la prise en compte de l'ensemble des lits agréés pour fixer le plafond de 50 % applicable au secteur commercial, d'une part, et, d'autre part, l'inclusion de ce secteur dans le processus de reconversion des lits de maison de repos en lits de maison de repos et de soins. Il convient de souligner que les mutualités, les CPAS et les représentants du secteur associatif ont remis un avis favorable sur le mécanisme de priorisation de l'octroi des autorisations spécifiques de mise en service et d'exploitation ; seule Femarbel – qui représente le secteur commercial – s'y est opposée. Les fédérations ayant indiqué qu'un taux d'inoccupation de 5 % est normal, il a été tenu compte de ce seuil dans la révision du texte (au lieu des 3 % initialement envisagés) ; ce sont bien les fédérations elles-mêmes qui estiment qu'au-delà de 5 % d'inoccupation, une maison de repos ne saurait être considérée comme remplie. En revanche, le Collège réuni a décidé de maintenir la période de référence, que contestait les fédérations (mais pas les autres membres du Conseil de gestion). Cette concertation est un des facteurs explicatifs de la relative longueur du processus d'élaboration du projet d'ordonnance (à côté du frein qu'a représenté la pandémie de Covid-19, au plus fort de laquelle les acteurs et les administrations étaient occupés à gérer l'urgence) : les avis précités ont conduit à des remaniements substantiels du texte, à tel point qu'une seconde consultation du Conseil d'État est apparue nécessaire. Il est exceptionnel qu'un avant-projet fasse l'objet de quatre lectures par le Collège réuni et de deux avis de la section de législation. Cela démontre l'importance de la concertation dont résulte le texte à l'examen. D'autant qu'en plus de cette concertation officielle, imposée par la législation, l'administration et les cabinets entretiennent de longue date des relations avec une multiplicité d'acteurs : les associations représentant les aînés et les patients, les fédérations de maisons de repos, les organisations non gouvernementales ayant publié des rapports sur la situation dans les maisons de repos, etc.

heeft vermeld, is die raad als volgt samengesteld: 3 vertegenwoordigers van de werkgevers, 3 vertegenwoordigers van de werknemers, 9 vertegenwoordigers van de ziekenfondsen en 9 vertegenwoordigers van de zorgverleners, waaronder Brulocalis, Gibbis en Femarbel – dat wil zeggen de drie federaties van de Brusselse rusthuizen. Het eerste van die twee adviezen, van 28 september 2021, was gunstig en bevatte een aantal opmerkingen. De meeste van die opmerkingen zijn in de tekst verwerkt. Bijvoorbeeld de mogelijkheid van een uitzondering op het automatische verval van de specifieke vergunning tot ingebruikname en exploitatie wanneer een vergunning voor werkzaamheden is afgeleverd, de invoering van een erkenning voor onbepaalde duur, de invoering van tussentijdse sancties, het gebruik van de term 'ouderen' in plaats van 'bejaarde personen' of nog de vervanging van het woord 'leefproject' door het woord 'vestigingsleefproject'. Andere aanbevelingen zijn niet gevolgd. Het gaat met name om de vaststelling bij besluit van de toekenningscriteria voor erkenningen: het werd passender geacht die in de ordonnantie op te nemen. De gewijzigde tekst is op zijn beurt voorgelegd aan de overleginstanties, die op 22 februari 2022 een tweede advies hebben verstrekt. Daarin verheugen ze zich er trouwens over dat met hun eerste advies rekening is gehouden. Sommige van hun nieuwe opmerkingen zijn in de tekst verwerkt. Er is namelijk enerzijds rekening gehouden met alle erkende bedden om de bovengrens van 50% te bepalen die voor de commerciële sector van toepassing is, en anderzijds is die sector opgenomen in het omzettingsproces van de bedden van rusthuizen naar bedden van rust- en verzorgingstehuizen. Er moet worden benadrukt dat de ziekenfondsen, de OCMW's en de vertegenwoordigers van de non-profitsector een gunstig advies hebben verleend over het mechanisme van prioritering van de toekenning van de specifieke vergunningen tot ingebruikname en exploitatie; enkel Femarbel – dat de commerciële sector vertegenwoordigt – heeft zich ertegen verzet. Aangezien de federaties hadden aangegeven dat een niet-bezettingsgraad van 5% normaal is, is bij de herziening van de tekst met dat maximumpercentage rekening gehouden (in plaats van de oorspronkelijke 3%). Het zijn wel degelijk de federaties zelf die van mening zijn dat een rusthuis niet als vol kan worden beschouwd als meer dan 5% van de bedden niet bezet is. Het Verenigd College heeft evenwel beslist om de referentieperiode te behouden, die de federaties (maar niet de andere leden van de beheerraad) aanvochten. Dat overleg is een van de factoren die verklaren waarom het proces om het ontwerp van ordonnantie op te stellen, betrekkelijk lang heeft geduurd (naast de covidpandemie, op het hoogtepunt waarvan de actoren en administraties de noodtoestand moesten managen). De bovenvermelde adviezen hebben er immers toe geleid dat de tekst grondig is herwerkt, zodanig zelfs dat een tweede raadpleging van de Raad van State nodig bleek. Het is uitzonderlijk dat voor een voorontwerp vier lezingen door het Verenigd College en twee adviezen van de afdeling wetgeving van de Raad van State nodig zijn. Dat wijst op het belang van het overleg waarvan het voorliggende ontwerp het resultaat is. Naast dat officiële overleg, dat door de wetgeving wordt opgelegd, onderhouden de administratie en de kabinetten bovendien al lang betrekkingen met tal van spelers: de verenigingen die senioren en patiënten vertegenwoordigen, de federaties van rusthuizen, de niet-gouvernementele organisaties die rapporten hebben gepubliceerd over de toestand in de rusthuizen enzovoort. Die regelmatige contacten hebben

Ces contacts réguliers ont également nourri la rédaction du texte. Ceci posé, le législateur ne vise pas à satisfaire les intérêts particuliers mais à rencontrer l'intérêt général, de manière justifiée, proportionnée et légitime. Les deux avis du Conseil d'État ne formulent aucune critique à cet égard et le Collège réuni a en outre tenu compte des arrêts de la Cour constitutionnel relatifs aux textes homologues d'une autre entité pour assurer la solidité juridique de son projet (notamment au regard de la directive services). À la lumière de ce qui précède, l'argument du défaut de concertation manque en fait ; ceux qui l'utilisent doivent assumer qu'ils ne sont en réalité pas d'accord avec le fond du texte. Néanmoins, dans un souci d'harmonie, les fédérations seront reçues par l'orateur le 22 novembre 2022, en vue de préciser certains points (il semble notamment que certaines de leurs critiques portent sur des versions antérieures du texte) et de répondre à leurs questions.

En ce qui concerne les futurs arrêtés d'exécution : le Conseil d'État refuse par principe de traiter les avant-projets d'arrêté tant que ne sont pas adoptées les dispositions légales qu'ils exécutent ; il n'est donc pas possible à ce stade d'aller au-delà de la présentation qui en a été faite dans le cadre de l'exposé introductif. Le contenu définitif de ces arrêtés pourra bien entendu être consulté dès leur publication et le contrôle parlementaire trouvera à s'appliquer selon les modalités habituelles.

Le rééquilibrage des secteurs a pour objectif de garantir la liberté de choix, par l'ainé, de l'établissement où il sera hébergé, en ce compris le choix du secteur dont relève cet établissement. La méthode retenue est jugée proportionnée par le Collège réuni, la différence de traitement entre les secteurs étant extrêmement limitée : elle ne porte que sur la réattribution de places en maison de repos (où le secteur commercial est surreprésenté), à l'exclusion des places en maison de repos et de soins, afin de permettre la reconversion des lits – et le saut qualitatif y afférent – dans tous les secteurs, qui sont d'ailleurs traités de manière strictement identiques dans toutes les autres dispositions en projet. En réponse à MM. David Leisterh et Gilles Verstraeten, pour qui la présence de places inoccupées dans l'ensemble des secteurs permet en soi un libre choix, l'orateur cite les propos de la porte-parole d'un groupe français de maisons de repos actif en Belgique, dans *L'Écho* du 16 novembre 2022 : « *le taux moyen d'occupation avoisine les 70 %. [J']attribue la vacance actuelle à une offre excédentaire concentrée en Région bruxelloise et à l'ouverture de nombreuses nouvelles résidences.* ». Le secteur reconnaît donc lui-même que l'offre commerciale est excédentaire à Bruxelles. La récupération des lits inoccupés, outre qu'elle permet de rééquilibrer l'offre, donne également à la Commission communautaire commune les moyens d'une maîtrise budgétaire et garantit l'effectivité des critères qualitatifs devant présider à l'octroi des agréments. Il est erroné d'assimiler cette récupération de places à un vol d'actifs ou à une spoliation : il s'agit ici d'autorisations administratives et en aucune manière de droits réels. Le nombre total d'autorisations étant limité en fonction des besoins de la population, le fait que des gestionnaires monopolisent durablement des autorisations pour des places inoccupées n'est pas conforme à l'intérêt général. Des crédits budgétaires se retrouvent bloqués pour des

ook input opgeleverd voor de opstelling van de tekst. De wetgever beoogt dan ook niet particuliere belangen te behartigen, maar op een gerechtvaardigde, evenredige en legitieme wijze het algemeen belang te dienen. De twee adviezen van de Raad van State formuleren geen enkele kritiek hierover en het Verenigd College heeft bovendien rekening gehouden met de arresten van het Grondwettelijk Hof betreffende de teksten van een andere deelstaat om ervoor te zorgen dat zijn ontwerp juridisch sluitend is (met name in het licht van de dienstenrichtlijn). Gelet op wat voorafgaat, mist het argument dat er te weinig overleg is gepleegd, feitelijke grondslag. Wie dat argument aanvoert, moet erkennen dat hij of zij het in werkelijkheid niet eens is met de inhoud van de tekst. Met het oog op harmonieuze betrekkingen zal de spreker niettemin de federaties op 22 november 2022 ontvangen om sommige punten te verduidelijken (sommige punten van kritiek blijken namelijk betrekking te hebben op vorige versies van de tekst) en hun vragen te beantwoorden.

Met betrekking tot de toekomstige uitvoeringsbesluiten weigert de Raad van State principieel om de voorontwerpen van besluit te behandelen zolang de wettelijke bepalingen die ze uitvoeren, niet zijn aangenomen. Het is in dit stadium dus niet mogelijk om verder te gaan dan wat in de inleidende uiteenzetting is voorgesteld. De definitieve inhoud van die besluiten zal uiteraard kunnen worden geraadpleegd vanaf hun publicatie en het parlement kan volgens de gebruikelijke regels controle uitoefenen.

Het evenwichtsherstel tussen de sectoren heeft als doel de keuzevrijheid van de oudere te waarborgen met betrekking tot de voorziening waar hij of zij zal verblijven, inclusief de keuze van de sector waartoe die voorziening behoort. Het Verenigd College acht de gekozen methode evenredig, aangezien het verschil in behandeling tussen de sectoren uiterst beperkt is: het heeft alleen betrekking op de hertoewijzing van plaatsen in rusthuizen (waar de commerciële sector oververtegenwoordigd is), met uitzondering van de plaatsen in rust- en verzorgingstehuizen, om de omzetting van de bedden – en de bijbehorende kwaliteitssprong – mogelijk te maken in alle sectoren, die overigens strikt gelijk worden behandeld in alle andere ontwerpbeoordelingen. Als antwoord op de opmerkingen van de heren David Leisterh en Gilles Verstraeten, voor wie de aanwezigheid van onbezette plaatsen in alle sectoren op zich een vrije keuze mogelijk maakt, citeert de spreker de woordvoerder van een Franse groep rusthuizen die actief is in België, in *L'Écho* van 16 november 2022: “*de gemiddelde bezettingsgraad bedraagt ongeveer 70%. [Ik] wijt de huidige leegstand aan een geconcentreerd overaanbod in het Brussels Gewest en aan de opening van talrijke nieuwe residenties.*” Daaruit blijkt dat de sector zelf dus erkent dat er in Brussel een commercieel overaanbod is. De recuperatie van de onbezette bedden maakt het niet alleen mogelijk het aanbod opnieuw in evenwicht te brengen, maar geeft de GGC ook de middelen voor budgetcontrole en waarborgt dat de kwalitatieve criteria voor de toekenning van de erkenningen doeltreffend zijn. Het is onjuist om die recuperatie van plaatsen gelijk te stellen met een diefstal van activa of een beroving: het gaat hier om administratieve vergunningen en in geen geval om zakelijke rechten. Aangezien het totale aantal vergunningen beperkt is, afhankelijk van de behoeften van de bevolking, is het feit dat de beheerders langdurig een monopolie hebben op

opérateurs qui ne les utilisent pas – les places concernées étant durablement inoccupées – et ne peuvent dès lors pas être réaffectés à des projets qualitatifs. Concrètement, les lits inoccupés, qui représentent à l'heure actuelle, 3.700 des 15.250 lits agréés, sont progressivement récupérés au rythme de 50 % par an et par établissement, dans le respect de la marge de 5 % d'inoccupation « normale », soit environ 1.500 lits. Le commentaire de l'article 18 donne des exemples pratiques de ce mécanisme. Pour apaiser les craintes de M. Jan Busselen, l'orateur explique que cette opération de rééquilibrage n'aura pas d'effet sur le personnel, puisqu'il s'agit de lits inoccupés pour lesquels aucune subvention d'encadrement n'est versée. Il n'y a donc aucun risque de perte d'emploi, ni d'ailleurs de fermeture d'établissement – le Collège réuni demeurera néanmoins attentif aux évolutions stratégiques des grands groupes commerciaux présents à Bruxelles. Au contraire, les budgets débloqués par suite de la réattribution des places actuellement inoccupées permettront de financer un accompagnement qualitatif des nouveaux lits ou de soutenir d'autres projets s'inscrivant dans la politique de la Commission communautaire commune en matière d'aide aux personnes âgées.

On notera que la reconversion de lits de maison de repos en lits de maison de repos et de soins est depuis plusieurs années le seul moyen d'obtenir de nouvelles autorisations pour l'exploitation de lits de maison de repos et de soins, ce qui permet d'augmenter la qualité de l'accompagnement dans les maisons de repos. À partir de l'entrée en vigueur de la programmation transitoire, de nouvelles autorisations pourront être octroyées annuellement sans qu'il s'agisse techniquement de reconversions, mais le principe général reste comparable.

L'étude relative aux besoins des aînés, mentionnée dans le commentaire de l'article 34 et citée par M. David Leisterh, a été [publiée](#) le 6 juillet 2022 sur le site internet d'Iriscare. La figure 15 de cette étude présente la cartographie évoquée par M. Emmanuel De Bock. Des progrès seront encore visés dans la connaissance fine du terrain, afin que la future programmation soit ajustée aux besoins.

Enfin, en ce qui concerne la mise en œuvre du système de contrôle et de sanction, abordée par Mmes Véronique Jamouille et Gladys Kazadi : 12 équivalents temps plein seront affectés au contrôle, en plus d'une cellule médicale et paramédicale, et 1 équivalent temps plein aura pour tâche exclusive la gestion des amendes administratives. Des procédures simples mais respectueuses du contradictoire sont en cours d'élaboration, dans le but d'éviter tout piège procédural qui réduirait l'effectivité des sanctions. L'arrêté y afférent sera soumis en première lecture au Collège réuni d'ici la fin de l'année 2022.

*
* *

M. David Leisterh prend acte des concertations auxquelles le texte a donné lieu. Il relève toutefois qu'il a été passé outre

vergunningen voor onbezette plaatsen, in strijd met het algemeen belang. Begrotingskredieten worden geblokkeerd voor operatoren die ze niet gebruiken – aangezien de betrokken plaatsen langdurig onbezet zijn – en kunnen derhalve niet worden herbestemd voor kwaliteitsvolle projecten. Concreet worden de onbezette bedden, die momenteel 3.700 van de 15.250 erkende bedden vertegenwoordigen, geleidelijk gerecupereerd in een tempo van 50% per jaar en per voorziening, met inachtneming van de marge van 5% 'normale' niet-bezetting, zijnde ongeveer 1.500 bedden. De commentaar bij artikel 18 bevat praktische voorbeelden van dat mechanisme. Om de heer Jan Busselen gerust te stellen, legt de spreker uit dat dit evenwichtsherstel geen gevolgen zal hebben voor het personeel, aangezien het om onbezette bedden gaat waarvoor geen enkele omkaderingstoelage wordt betaald. Er bestaat dus geen enkel risico dat jobs verloren gaan of voorzieningen sluiten – het Verenigde College zal de strategische evoluties van de grote commerciële groepen in Brussel niettemin nauwlettend in het oog houden. Integendeel, de gedeblokkeerde budgetten door de hertoewijzing van de momenteel onbezette plaatsen zullen het mogelijk maken een kwaliteitsvolle begeleiding van de nieuwe bedden of andere projecten in het kader van het beleid van de GGC inzake bijstand aan bejaarde personen te financieren.

De omzetting van bedden van rusthuizen naar bedden van rust- en verzorgingstehuizen is sinds enkele jaren het enige middel om nieuwe vergunningen te verkrijgen voor de exploitatie van bedden van rust- en verzorgingstehuizen teneinde de kwaliteit van de begeleiding in de rusthuizen te verhogen. Vanaf de inwerkingtreding van de overgangsprogrammering zullen jaarlijks nieuwe vergunningen kunnen worden verleend, zonder dat het technisch gezien gaat om omzettingen, maar het algemeen principe blijft vergelijkbaar.

De studie naar de behoeften van de ouderen, die vermeld is in de commentaar bij artikel 34 en aangehaald is door de heer David Leisterh, werd op 6 juli 2022 op de website van Iriscare [gepubliceerd](#). Figuur 15 van die studie stelt het door de heer Emmanuel De Bock vermelde overzicht voor. Het is de bedoeling nog stappen voorwaarts te zetten om de kennis van het terrein verder te verfijnen, zodat de toekomstige programmering aangepast is aan de behoeften.

Ten slotte is er de uitvoering van de controle- en sanctieregeling, die mevrouw Véronique Jamouille en mevrouw Gladys Kazadi hebben vermeld: 12 voltijdsequivalenten zullen worden ingezet voor de controle, naast een medische en paramedische cel, en 1 voltijdsequivalent zal uitsluitend als taak hebben de administratieve boetes te beheren. Er worden eenvoudige procedures uitgewerkt, waarbij het recht op tegenspraak evenwel wordt gewaarborgd, om elke procedurele valstrik te voorkomen die de sancties minder doeltreffend zou maken. Het bijbehorende besluit zal tegen het einde van 2022 in eerste lezing aan het Verenigd College worden voorgelegd.

*
* *

De heer David Leisterh neemt kennis van het overleg waartoe de tekst aanleiding heeft gegeven. Hij wijst er niette-

à l'opposition de Femarbel et que le Collège réuni n'a pas retenu la piste d'un compromis qui eût satisfait l'ensemble des fédérations. Le député n'aperçoit toujours pas en quoi la situation actuelle entrave la liberté de choix des personnes : la question ne se poserait que si les maisons de repos publiques étaient toutes pleines à 95 % et que les seules places disponibles relevaient du secteur privé (associatif ou commercial), ce qui n'est pas le cas. Dès lors, la différence de traitement assumée par le Collège réuni est fondée sur une philosophie politique que le groupe MR ne partage pas. Le député ne conteste pas que les lits inoccupés bloquent des crédits qui pourraient financer d'autres projets, mais la suppression automatique de la moitié des agréments liés à ces lits lui paraît particulièrement violente, dès lors qu'elle prend pour période de référence le moment de l'après-pandémie, pire crise qu'ait connu le secteur des maisons de repos dans l'histoire récente. L'interdiction des cessions entre maisons de repos d'un même groupe interdit en outre à ces derniers de « retomber sur leurs pattes », de développer de nouveaux projets et, partant, de générer de nouveaux emplois. Le commissaire reste convaincu qu'un lit, même inoccupé, a une valeur. En conséquence, il estime qu'il conviendrait de retarder le point de départ de la période de référence et de revoir à la baisse le nombre d'agréments expirant de plein droit en cas d'inoccupation. Il appelle enfin à réfléchir à des modes de cogestion public-privé, comme la Région wallonne l'envisage déjà.

Mme Khadija Zamouri expose que le groupe Open Vld est favorable tant au projet, qui est conforme à l'accord de gouvernement, qu'à la philosophie de la réforme plus vaste que le sous-tend, mais conserve, à la lumière du courrier précité des trois fédérations, des interrogations sur l'adhésion du secteur au mécanisme prévu à l'article 18. L'ordonnance en projet appelle une analyse approfondie. Son groupe souscrit aux objectifs de qualité et d'accessibilité de l'offre bruxelloise, reconnaît la nécessité de réduire le nombre de lits agréés et de rééquilibrer la part respective des secteurs public, associatif et commercial. La réduction envisagée de la part du secteur commercial, historiquement très élevée à Bruxelles, est toutefois drastique et, vu la disparité des situations, plus radical dans ces effets que l'exercice similaire mené par la Région wallonne. Aussi cette réduction est-elle entourée d'incertitudes juridiques et, malgré l'absence de remarque sur ce point de la section de législation du Conseil d'État, des recours juridictionnels sont à prévoir. Notamment, le choix de placer la période de référence dans le passé, à un moment où les maisons de repos avaient été gravement affectées par la pandémie de Covid-19, est une source d'insécurité juridique. La députée se réjouit dès lors que les fédérations seront entendues le 22 novembre 2022, mais elle souhaiterait que cette audition ait des conséquences et, le cas échéant, donne lieu à des adaptations à même de renforcer la sécurité juridique et l'applicabilité du texte. Le groupe Open Vld n'est pas certain qu'en l'état, le projet garantisse l'amélioration de la qualité des établissements pour aînés. Dans l'attente des suites réservées au courrier des fédérations, la commissaire s'abstiendra au nom de son groupe.

min op dat het verzet van Femarbel is genegeerd en het Verenigd College niet gekozen heeft voor een compromis waarmee alle federaties tevreden zouden zijn. De volksvertegenwoordiger ziet nog altijd niet in hoe de huidige situatie een belemmering is voor de keuzevrijheid van de mensen: de vraag zou pas rijzen indien de openbare rusthuizen allemaal voor 95% volzet zouden zijn en alleen in de privésector (non-profit- of commerciële sector) nog plaatsen beschikbaar zouden zijn, wat niet het geval is. De verschillende behandeling door het Verenigd College is bijgevolg gebaseerd op een politieke filosofie die de MR-fractie niet deelt. De volksvertegenwoordiger betwist niet dat de onbezette bedden kredieten blokkeren die andere projecten zouden kunnen financieren, maar de automatische afschaffing van de helft van de erkenningen verbonden aan die bedden, lijkt hem zeer gewelddadig, aangezien de periode na de pandemie, de ergste crisis die de rusthuissector in de recente geschiedenis heeft gekend, als referentieperiode wordt genomen. Het verbod op overdrachten tussen rusthuizen van eenzelfde groep maakt het hen bovendien onmogelijk om 'weer op hun pootjes terecht te komen' en nieuwe projecten te ontwikkelen, en bijgevolg nieuwe tewerkstelling te creëren. Het commissielid blijft ervan overtuigd dat een bed, ook al is het niet bezet, waarde heeft. Derhalve is hij van mening dat de start van de referentieperiode zou moeten worden uitgesteld en het aantal erkenningen dat van rechtswege vervalt in geval van niet-bezetting, naar beneden moet worden bijgesteld. Ten slotte roept hij op om na te denken over vormen van medebeheer door de openbare en de private sector, zoals het Waals Gewest al van plan is.

Mevrouw Khadija Zamouri zet uiteen dat de Open Vld-fractie voorstander is van het ontwerp, dat in overeenstemming is met het regeerakkoord, en van de onderliggende filosofie van de bredere hervorming. In het licht van de bovenvermelde brief van de drie federaties heeft ze niettemin nog altijd vragen over de mate waarin de sector het mechanisme van artikel 18 steunt. De ontwerpordonnantie vraagt een grondige analyse. Haar fractie schaaft zich achter de doelstellingen op het vlak van kwaliteit en toegankelijkheid van het Brusselse aanbod, en erkent de noodzaak om het aantal erkende bedden te beperken en het evenwicht van het respectieve aandeel van de openbare, non-profit- en commerciële sector te herstellen. De geplande vermindering van het aandeel van de commerciële sector, dat in Brussel historisch gezien zeer hoog is, is niettemin drastisch en, gezien de verscheidenheid aan situaties, zijn de gevolgen ervan radicaler dan die van de soortgelijke operatie door het Waals Gewest. Die vermindering gaat dan ook gepaard met juridische onzekerheden en, hoewel de afdeling wetgeving van de Raad van State geen opmerkingen over dat punt heeft geformuleerd, zijn rechtszaken te verwachten. Met name de keuze om als referentieperiode een periode te nemen waarin de rusthuizen zwaar waren getroffen door de covidpandemie, is een bron van rechtsonzekerheid. De volksvertegenwoordiger is dan ook blij dat de federaties op 22 november 2022 zullen worden gehoord, maar zou willen dat die hoorzitting gevolgen zou hebben en in voorkomend geval aanleiding zou geven tot aanpassingen om de rechtszekerheid en de toepasbaarheid van de tekst te versterken. De Open Vld-fractie is niet zeker dat het ontwerp in zijn huidige staat waarborgt dat de kwaliteit van de ouderenvoorzieningen verbetert. In afwachting van het gevolg dat wordt gegeven aan de brief van de federaties, zal het commissielid zich in naam van haar fractie onthouden.

M. Gilles Verstraeten accepte certains des principes et des arguments avancés par le Collège réuni, mais pas les artifices qui les ternissent. Il est ainsi parfaitement défendable de supprimer, après un certain temps, les lits agréés structurellement excédentaires en vue de libérer les budgets y afférents ; dans le même temps, il est moins audible que les fédérations auraient elles-mêmes proposé le chiffre de 5 % comme taux d'inoccupation normale, dans la mesure où elles sont aujourd'hui unanimes à en critiquer la brutalité, au regard des raisons pour lesquelles ce chiffre est souvent dépassé actuellement, à savoir les décès surnuméraires pendant la pandémie de Covid-19 et les réticences à entrer en maison de repos que la crise sanitaire a suscitées chez de nombreux aînés. Les fédérations mentent-elles ou le Collège réuni débite-t-il des demi-vérités ? Autre exemple : on ne peut qu'applaudir à la réattribution des lits en fonction de critères qualitatifs ; pourtant, aucun de ces critères n'entre en compte si la demande d'agrément émane d'un établissement du secteur commercial tant que ce dernier représentera plus de 50 % des places agréées ! Et ce, parce que le Collège réuni décrète, par un ukase d'inspiration soviétique, quels sont les souhaits des Bruxellois. Pourquoi le secteur commercial est-il minoritaire en Flandre ? Parce qu'il y a longtemps été interdit mais que, désormais, il n'est plus tenu compte de la nature du gestionnaire et seulement de la qualité du projet. Si le Collège réuni était réellement convaincu de la meilleure qualité de l'offre proposée par les secteurs public et associatif, alors il n'établirait pas de quotas, car leur meilleure qualité aurait pour conséquence automatique qu'ils recueilleraient la majorité des agréments. Le choix idéologique de s'en prendre à des établissements qui bénéficient d'agrément obtenus dans le passé et ont pour seul tort d'être de nature commerciale, ce choix est indéfendable. Il ne leur est même pas donné la possibilité d'améliorer leur offre en fonction des critères qualitatifs à établir par de futurs arrêtés, puisque la période de référence rétroagit au 1^{er} juillet 2022. À l'heure actuelle, la demande est au plus bas ; d'ici quelques années, quand les réticences précitées se seront estompées et que la demande remontera, un secteur ne pourra pas en bénéficier : le secteur commercial, dont les places auront été linéairement supprimées. Le texte viole donc le principe d'égalité et de non-discrimination, de sorte que des recours peuvent être anticipés. Imaginons que les vœux de certains préopinants soient exaucés et que les opérateurs, tant privés à but lucratif que catholiques à but non lucratif, disparaissent ; les maisons de repos seraient alors publiques à 100 %. La liberté de choix des Bruxellois serait-elle encore garantie ? Cette hypothèse théorique n'est certes pas à l'ordre du jour, mais le projet d'ordonnance part du principe qu'elle serait acceptable. À lire le projet, un déséquilibre de l'offre ne fait obstacle au libre choix que si, et seulement si, le secteur commercial est majoritaire. C'est en cela que le texte est discriminant : il n'impose pas que chacun des trois secteurs représente un tiers des places ; il ne se fonde pas davantage sur une objectivation des souhaits des Bruxellois ; il vise expressément un seul acteur, celui qui se trouve conjoncturellement dominant. Or, une bonne législation envisage toutes les possibilités. *Quid* si, d'ici quelques années, le secteur commercial devait se retrouver minoritaire : qu'advierait-il de la liberté de choix des aînés qui sont disposés à payer un supplément de prix contre un supplément de confort, et souhaitent se tourner vers le secteur commercial ? Le député ne peut pas acquiescer à ces dispositions et il votera contre elles.

De heer Gilles Verstraeten aanvaardt bepaalde principes en argumenten van het Verenigde College, maar niet de trucs die het daarbij gebruikt. Het is aldus perfect verdedigbaar om de erkende bedden die structureel te veel zijn, na enige tijd af te schaffen om de eraan verbonden budgetten vrij te maken. Tegelijkertijd is het minder begrijpelijk dat de federaties zelf het cijfer van 5% zouden hebben voorgesteld als normale niet-bezettingsgraad, aangezien ze vandaag unaniem de brutaliteit ervan bekritisieren (gelet op de redenen waarom dat cijfer tegenwoordig vaak wordt overschreden, namelijk de oversterfte tijdens de covidpandemie en de terughoudendheid van veel ouderen om naar een rusthuis te verhuizen als gevolg van de coronacrisis). Liegen de federaties of verkondigt het Verenigde College halve waarheden? Ander voorbeeld: de hertoewijzing van de bedden op basis van kwalitatieve criteria kan enkel worden toegejuicht. Met geen van die criteria wordt evenwel rekening gehouden als de erkenningsaanvraag afkomstig is van een voorziening van de commerciële sector zolang die sector meer dan 50% van de erkende plaatsen vertegenwoordigt. Het Verenigd College bepaalt immers bij een door de Sovjets geïnspireerde oekaze wat de wensen van de Brusselse bevolking zijn. Waarom is de commerciële sector in Vlaanderen in de minderheid? Omdat hij er lange tijd verboden was, maar tegenwoordig geen rekening meer wordt gehouden met de aard van de beheerder en alleen met de kwaliteit van het project. Als het Verenigd College echt overtuigd was van de betere kwaliteit van het aanbod van de openbare sector en de non-profitsector, zou het geen quota's vaststellen, omdat hun betere kwaliteit automatisch tot gevolg zou hebben dat ze de meeste erkenningen zouden krijgen. De ideologische keuze om zijn pijlen te richten op voorzieningen die beschikken over in het verleden verkregen erkenningen en die alleen maar de 'fout' maken commercieel van aard te zijn, is niet verdedigbaar. Er wordt hen zelfs niet de mogelijkheid geboden om hun aanbod te verbeteren aan de hand van kwalitatieve criteria die toekomstige besluiten moeten vaststellen, aangezien de referentieperiode met terugwerkende kracht ingaat op 1 juli 2022. Momenteel is de vraag op haar laagst. Wanneer over enkele jaren de bovenvermelde terughoudendheid is afgenomen en de vraag opnieuw stijgt, zal er één sector uit de boot vallen: de commerciële sector, waarvan de plaatsen lineair zullen zijn geschrapt. De tekst schendt dus het gelijkheidsbeginsel en het non-discriminatiebeginsel, en er mogen rechtszaken worden verwacht. Stel dat de wensen van sommige sprekers in vervulling zouden gaan en dat de private profitsector of de katholieke non-profitsector zouden verdwijnen en dat de rusthuissector volledig openbaar zou zijn, zou de keuzevrijheid van de Brusselaars dan nog gewaarborgd zijn? Deze theoretische hypothese is weliswaar niet aan de orde, maar het ontwerp van ordonnantie gaat ervan uit dat ze aanvaardbaar zou zijn. Volgens het ontwerp belemmert een onevenwichtig aanbod alleen de vrije keuze indien de commerciële sector de grootste is. Op dat punt is de tekst discriminerend: hij bepaalt niet dat elk van de drie sectoren een derde van de plaatsen moet vertegenwoordigen; hij is evenmin gebaseerd op een objectieve vaststelling van de wensen van de Brusselaars; hij is uitdrukkelijk op één speler gericht, die welke conjunctureel dominant is. Een goede wetgeving houdt evenwel rekening met alle mogelijkheden. Wat als over enkele jaren de commerciële sector de kleinste sector zou worden: wat zou er dan gebeuren met de keuzevrijheid van de ouderen die extra willen betalen voor meer comfort en in de commerciële sector terecht willen kunnen? De volksvertegenwoordiger kan niet instemmen met die bepalingen en zal tegen het ontwerp stemmen.

Mme Magali Plovie précise qu'en citant une étude présentant l'accessibilité comme le souci premier du public concerné, elle n'entendait en aucun cas minimiser l'importance des critères qualitatifs. Son attachement à la qualité de l'encadrement et au respect des droits fondamentaux des aînés ne peuvent être mis en doute, au vu de son intervention précédente et, plus généralement, de son travail parlementaire au sein de cette assemblée.

M. Emmanuel De Bock note qu'une part du surcoût des établissements publics est due à leur réticence à adapter leurs effectifs à leur taux d'occupation. On sait par ailleurs que les maisons de repos, notamment publiques, placent une partie de leurs lits, et singulièrement les lits en maison de repos et de soins (auxquels s'attachent des subventions plus élevées), « en portefeuille », c'est-à-dire qu'elles ont l'autorisation de les ouvrir mais ne le feront que si la demande le justifie, et revendent le surplus – un peu comme on le fait, dans un autre secteur, avec les licences de taxi. Par ailleurs, le député souligne que les aînés à la charge du CPAS n'ont pas la liberté de choisir leur établissement : ce choix est fait pour eux par le CPAS et, selon leur bonne fortune, ils seront placés dans une maison de repos de tel ou tel secteur et de plus ou moins bonne qualité du point de vue des infrastructures et de l'encadrement, car on trouve de tout dans chacun des secteurs. L'orateur revient sur la question de la répartition géographique de l'offre : sans préjudice de la statistique à l'échelle de la Région bruxelloise, il faut veiller à éviter que telle poche territoriale, à l'échelle locale, soit dominée par l'un ou l'autre secteur et que la liberté de choix s'y trouve tronquée (par exemple, dans les communes du Sud de la Région, où l'offre privée est très majoritaire et où les rares structures publiques présentent un fort taux d'inoccupation et risquent donc de perdre des lits). Il serait à cet égard très instructif de disposer d'une liste des opérateurs et des taux d'occupation de chacun d'entre eux. Le député indique avoir pris connaissance de l'étude citée par le membre du Collège réuni, qui montre que le projet à l'examen est fondé sur des données objectives et des analyses approfondies. Il regrette toutefois que cette étude oublie, parmi les alternatives aux maisons de repos, le maintien à domicile – ce qui interdit, par exemple, d'étendre aux aînés qui restent chez eux l'exonération du précompte immobilier dont bénéficient maisons de repos, résidences-services, etc. Enfin, au regard des doutes formulés par certains préopinants et du premier avis du Conseil d'État, le Collège réuni est-il en mesure de fournir toutes les assurances quant à la compatibilité du projet avec le Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et la directive services ?

M. Alain Maron, membre du Collège réuni, explique à Mme Khadija Zamouri que le courrier des fédérations ne doit pas étonner : il s'agit simplement pour les auteurs de tenter d'obtenir, par le biais des travaux parlementaires, ce qu'ils n'ont pas reçu à la suite des concertations antérieures, tant officielles qu'officieuses. Ce travail de lobbying est légitime, mais les fédérations représentent des intérêts sectoriels, alors que les autorités publiques sont les garantes de l'intérêt

Mevrouw Magali Plovie preciseert dat, door een studie aan te halen waarin de toegankelijkheid als voornaamste zorg van het betrokken publiek wordt voorgesteld, zij geenszins het belang van de kwalitatieve criteria wilde minimaliseren. Het belang dat ze hecht aan de kwaliteit van de omkadering en de eerbiediging van de grondrechten van senioren, mag niet in twijfel worden getrokken naar aanleiding van haar vorige betoog en meer in het algemeen haar parlementaire werk in deze vergadering.

De heer Emmanuel De Bock merkt op dat een deel van de extra kosten van de openbare voorzieningen te wijten is aan hun terughoudendheid om hun personeelsbestand aan hun bezettingsgraad aan te passen. Het is ook bekend dat de – met name openbare – rusthuizen een deel van hun bedden, en in het bijzonder de bedden van de rust- en verzorgingstehuizen (waaraan hogere subsidies zijn verbonden), 'in portefeuille' plaatsen, dat wil zeggen dat ze de toelating hebben om ze te openen, maar dat alleen doen als de vraag dat verantwoordt, en het overschot verkopen – een beetje zoals wat er in een andere sector met de taxivergunningen gebeurt. Voorts benadrukt de volksvertegenwoordiger dat de ouderen ten laste van de OCMW's hun voorziening niet vrij mogen kiezen: die keuze maakt het OCMW in hun plaats en op goed geluk worden ze in een rusthuis geplaatst van een bepaalde sector en van goede of minder goede kwaliteit op het gebied van infrastructuur en omkadering, want je vindt van alles in elke sector. De spreker komt terug op de geografische spreiding van het aanbod: zonder afbreuk te doen aan de statistieken op het niveau van het Brussels Gewest, moeten we vermijden dat een zone op lokaal niveau door een bepaalde sector gedomineerd wordt en dat de keuzevrijheid er wordt beperkt (bijvoorbeeld in de gemeenten in het zuiden van het gewest, waar het overgrote deel van het aanbod bestaat uit private rusthuizen en waar de zeldzame openbare rusthuizen met een hoge niet-bezettingsgraad kampen en dus bedden dreigen te verliezen). Het zou in dat verband zeer leerzaam zijn te beschikken over een lijst van de operatoren en hun bezettingsgraad. De volksvertegenwoordiger geeft aan kennis te hebben genomen van de door het lid van het Verenigd College aangehaalde studie, die aantoonde dat het voorliggende ontwerp gebaseerd is op objectieve gegevens en diepgaande analyses. Hij betreurt niettemin dat in deze studie de mogelijkheid om thuis te blijven wonen, over het hoofd wordt gezien als alternatief voor de rusthuizen. Daardoor is het bijvoorbeeld niet mogelijk de vrijstelling van onroerende voorheffing die de rusthuizen, service-residenties enzovoort genieten, uit te breiden naar de ouderen die thuis blijven wonen. Zou het Verenigde College, gezien de twijfels van sommige vorige sprekers en het eerste advies van de Raad van State, ten slotte de garantie kunnen bieden dat het ontwerp verenigbaar is met het verdrag betreffende de werking van de Europese Unie en de dienstenrichtlijn?

De heer Alain Maron, lid van het Verenigd College, legt mevrouw Khadija Zamouri uit dat de brief van de federaties niet hoeft te verbazen: de auteurs proberen gewoonweg via de parlementaire voorbereidingen te verkrijgen wat ze in het voorbijgeen zowel officiële als officieuze overleg niet voor elkaar hebben gekregen. Dit lobbywerk is legitiem, maar de federaties behartigen de belangen van hun sector, terwijl de overheid het algemeen belang dient. Bovendien blijkt uit de con-

général. En outre, les contacts avec les différentes fédérations montrent qu'elles ne partagent pas un point de vue unanime. La rencontre annoncée sera l'occasion de dissiper les éventuels malentendus et de répondre aux questions qui subsisteraient. Pour le surplus, le texte a fait, depuis plus d'un an, l'objet de quatre lectures par le Collège réuni, à chaque fois en présence de l'ensemble des membres, et de multiples réunions inter-cabinets. Il est donc surprenant que des interrogations suffisamment fondamentales pour motiver de ne pas soutenir le texte ne soient soulevées qu'aujourd'hui par un groupe politique de la majorité. L'orateur invite le groupe en cause à davantage de prudence et de circonspection dans ses prises d'attitude.

Quant à l'accusation de soviétisme, avancée par M. Gilles Verstraeten : il s'agit ici de rééquilibrer le secteur des maisons de repos ; à l'issue de ce processus, sur la légitimité duquel l'orateur estime s'être suffisamment justifié ci-dessus, le secteur commercial conservera la moitié des places agréées. Le mécanisme retenu à cet effet consiste à récupérer des agréments non utilisés et qui, la plupart du temps, n'ont jamais été utilisés. À M. David Leisterh, qui parle de violence, l'orateur demande si la violence n'est pas plutôt de s'asseoir sur des agréments et de capter ainsi des capacités financières de la Commission communautaire commune qui pourraient être utilisées à d'autres fins, par exemple ouvrir de nouveaux lits, occupés et conformes aux critères qualitatifs. Pour rappel, le taux d'inoccupation est supérieur dans le secteur commercial par rapport au secteur public, au point qu'une porte-parole d'un des opérateurs dominants reconnaît que le nombre de lits est excessif à Bruxelles. L'orateur n'aperçoit pas en quoi il serait problématique, au regard de l'intérêt général, de récupérer chaque année 50 % de lits inoccupés et non subventionnés, et ce, au profit de projets réels.

Les lits « en portefeuille », évoqués par M. Emmanuel De Bock, ne doivent pas être confondus avec les lits inoccupés. Comme indiqué ci-dessus, on compte 15.250 lits agréés, dont 11.500 sont occupés, et environ 16.600 lits autorisés « en portefeuille ». Le nombre de ces lits autorisés mais non agréés est appelé à diminuer car, d'une part, une autorisation finit par expirer si le lit correspondant n'est pas entre-temps agréé et occupé et, d'autre part, dans le cadre de la reconversion des lits, les établissements sont incités à renoncer à des lits « en portefeuille » en échange de lits de maison de repos et de soins. Ces opérations vont contribuer à assainir le secteur et à modifier les pratiques.

L'orateur conteste la rétroactivité du mécanisme de récupération, alléguée par M. Gilles Verstraeten : la période de référence s'étend du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023, mais le mécanisme ne sera mis en œuvre qu'à partir de l'année « T », c'est-à-dire 2024.

L'orateur confirme que c'est bien sur la proposition des fédérations de maisons de repos que le taux d'inoccupation « normale » a été fixé à 5 %.

Peut-on considérer que l'interdiction des cessions, en tant qu'elle ferait obstacle à la réalisation de fonds de commerce,

tacten met de verschillende federaties dat ze geen eensgezind standpunt innemen. De aangekondigde vergadering biedt de kans om eventuele misverstanden uit de wereld te helpen en de resterende vragen te beantwoorden. Voor het overige is de tekst sinds meer dan een jaar in vier lezingen aan het Verenigd College voorgelegd, telkens in aanwezigheid van alle leden, en hebben hierover vele vergaderingen tussen kabinetten plaatsgevonden. Het is dan ook verrassend dat vragen die fundamenteel genoeg zijn om de tekst niet te steunen, pas vandaag opgeworpen worden door een politieke fractie van de meerderheid. De spreker roept de betrokken fractie op om zich voorzichtiger en behoedzamer op te stellen.

De heer Gilles Verstraeten had het over sovjetisme. Dit ontwerp betreft het herstel van het evenwicht in de sector van de rusthuizen. Aan het einde van dit proces, waarvan de spreker meent dat hij de legitimiteit ervan hierboven voldoende heeft gerechtvaardigd, zal de commerciële sector de helft van de erkende plaatsen behouden. Het daartoe gekozen mechanisme bestaat erin ongebruikte erkenningen, die veelal ook nooit zijn gebruikt, te recupereren. De spreker vraagt de heer David Leisterh, die de term 'gewelddadig' in de mond nam, of het niet veeleer gewelddadig is beslag te leggen op erkenningen en aldus financiële capaciteit van de GGC vast te houden die voor andere doeleinden zou kunnen worden gebruikt, bijvoorbeeld voor nieuwe bedden die wel worden bezet en aan de kwalitatieve criteria voldoen. Hij herinnert eraan dat de niet-bezettingsgraad in de commerciële sector hoger is dan in de openbare sector, in die mate dat een woordvoerder van een van de dominante operatoren toegeeft dat er in Brussel te veel bedden zijn. De spreker ziet niet in waarom het in het algemeen belang problematisch zou zijn jaarlijks 50% van niet-bezette en niet-gesubsidieerde bedden te recupereren ten behoeve van echte projecten.

De door de heer Emmanuel De Bock vermelde bedden 'in portefeuille' mogen niet worden verward met de onbezette bedden. Zoals hierboven aangegeven, zijn er 15.250 erkende bedden, waarvan er 11.500 bezet zijn, en ongeveer 16.600 vergunde bedden 'in portefeuille'. Die vergunde, maar niet-erkende bedden zullen in aantal afnemen, want, enerzijds, zal een vergunning uiteindelijk vervallen indien het betreffende bed ondertussen niet is erkend en bezet en, anderzijds, worden de voorzieningen in het kader van de omzetting van de bedden ertoe aangezet de bedden 'in portefeuille' in te ruilen voor bedden van rust- en verzorgingstehuizen. Deze operaties zullen ertoe bijdragen de sector te saneren en de praktijken ervan te veranderen.

De spreker betwist het argument van de heer Gilles Verstraeten dat het recuperatiemechanisme terugwerkende kracht heeft: de referentieperiode loopt van 1 juli 2022 tot 30 juni 2023, maar het mechanisme zal pas vanaf het jaar 'T', dat wil zeggen vanaf 2024, worden geïmplementeerd.

De spreker bevestigt dat de 'normale' niet-bezettingsgraad op 5% is vastgesteld op voorstel van de federaties van rusthuizen.

Kan het verbod op overdrachten, voor zover het de tegeldemaking van handelszaken zou belemmeren, worden be-

violerait le droit de propriété ? Cette interdiction est nécessaire pour permettre la reprise en main par les pouvoirs publics de la création et de l'organisation d'institutions actuellement laissées à la liberté de groupes commerciaux. En cas de fermeture d'un établissement, les places (agrées ou autorisées, c'est-à-dire « en portefeuille ») ne pourront pas être vendues à un autre : elles seront libérées dans la programmation et réattribuables sur la base de critères qualitatifs. Le gestionnaire d'un établissement conserve néanmoins la possibilité de céder celui-ci à un gestionnaire reprenneur qui l'exploitera à la même adresse, moyennant l'accord du Collège réuni. La réalisation d'un fonds de commerce n'est donc pas entravée et le droit de propriété n'est pas méconnu.

III. Discussion des articles et votes

Articles 1^{er} à 17

Ces articles ne suscitent aucun commentaire.

Votes

L'article 1^{er} est adopté à l'unanimité des 11 membres présents.

Les articles 2 à 4 sont adoptés par 10 voix contre 1.

Les articles 5 à 17 sont adoptés par 9 voix contre 2.

Article 18

Les amendements n^{os} 1 et 2 sont retirés par leurs auteurs.

Vote

L'article 18 est adopté par 9 voix contre 2 et 1 abstention.

Articles 19 à 40

Ces articles ne suscitent aucun commentaire.

Votes

Les articles 19 à 40 sont adoptés par 9 voix contre 2 et 1 abstention.

schouwd als een schending van het eigendomsrecht? Dat verbod is noodzakelijk om de overheid in staat te stellen opnieuw controle te krijgen over de oprichting en organisatie van instellingen, die momenteel aan de vrijheid van commerciële groepen worden overgelaten. In geval van sluiting van een voorziening mogen de (erkende of vergunde) plaatsen (dus 'in portefeuille') niet aan een andere voorziening worden verkocht: ze worden beschikbaar in de programmering en kunnen opnieuw worden toegewezen op basis van kwalitatieve criteria. De beheerder van een voorziening behoudt niettemin de mogelijkheid om die voorziening over te dragen aan een overnemer, die ze op hetzelfde adres zal exploiteren, mits het Verenigd College daarmee instemt. De tegeldemaking van een handelszaak wordt dus niet belemmerd en het eigendomsrecht niet geschonden.

III. Artikelsgewijze bespreking en stemmingen

Artikelen 1 tot 17

Deze artikel lokken geen enkele commentaar uit.

Stemmingen

Artikel 1 wordt aangenomen bij eenparigheid van de 11 aanwezige leden.

De artikelen 2 tot 4 worden aangenomen met 10 stemmen tegen 1.

De artikelen 5 tot 17 worden aangenomen met 9 stemmen tegen 2.

Artikel 18

De amendementen nrs. 1 en 2 worden ingetrokken door de indieners.

Stemming

Artikel 18 wordt aangenomen met 9 stemmen tegen 2, bij 1 onthouding.

Artikelen 19 tot 40

Deze artikelen lokken geen enkele commentaar uit.

Stemmingen

De artikelen 19 tot 40 worden aangenomen met 9 stemmen tegen 2, bij 1 onthouding.

**IV. Vote sur l'ensemble
Du projet d'ordonnance**

Le projet d'ordonnance, dans son ensemble, est adopté par 9 voix contre 2 et 1 abstention.

– *Confiance est faite à la rapporteuse pour la rédaction du rapport.*

La Rapporteuse

Magali PLOVIE

Le Président

Ibrahim DÖNMEZ

**IV. Stemming over het geheel
van het ontwerp van ordonnantie**

Het ontwerp van ordonnantie wordt in zijn geheel aangenomen met 9 stemmen tegen 2, bij 1 onthouding.

– *Vertrouwen wordt geschonken aan de rapporteur voor het opstellen van het verslag.*

De Rapporteur

Magali PLOVIE

De Voorzitter

Ibrahim DÖNMEZ

V. Amendements

N° 1 (de M. David LEISTERH et Mme Françoise SCHEPMANS)

Article 18

Dans l'article 15, § 1^{er}, alinéa 2, en projet, remplacer les mots « de la moitié » par les mots « d'un quart ».

JUSTIFICATION

Le projet d'ordonnance prévoit qu'à partir de 2024, l'agrément de la moitié des lits autorisés inoccupés par établissement et par un expirera, en principe, automatiquement. Les agréments de la moitié des places inoccupées peuvent être récupérées dès la première année par les maisons de repos visées à cet article. Cette situation conduira à rompre la viabilité de certains établissements qui, dès le départ, se verront privés de toute possibilité de redressement. Nous proposons de limiter la récupération des lits inoccupés en première année à un maximum de 25 %.

N° 2 (de M. David LEISTERH et Mme Françoise SCHEPMANS)

Article 18

Dans l'article 15, § 1^{er}, alinéa 3, en projet, apporter les modifications suivantes :

- 1° **remplacer le chiffre « 5 % » par le chiffre « 7 % » ;**
- 2° **remplacer chaque fois le mot « trois » par le mot « cinq ».**

JUSTIFICATION

Le pourcentage minimal de lits inoccupés dont tout établissement peut disposer est fixé à 5 %. Compte tenu des décès et des hospitalisations, une maison est « complète » dès lors que son taux d'occupation atteint 93 à 94 %. Chaque établissement devrait donc disposer au minimum de 7 % de lits inoccupés (avec un minimum de cinq places).

V. Amendementen

Nr. 1 (van de heer David LEISTERH en mevr. Françoise SCHEPMANS)

Artikel 18

In het ontworpen artikel 15, § 1, tweede lid, de woorden «de helft» te vervangen door de woorden «een kwart».

VERANTWOORDING

Het ontwerp van ordonnantie bepaalt dat vanaf 2024 de erkenning van de helft van de toegestane onbezette bedden per instelling per jaar in principe automatisch vervalt. De erkenningen voor de helft van de onbezette bedden kunnen vanaf het eerste jaar worden gerecupereerd door de in dit artikel bedoelde rusthuizen. Deze situatie zal leiden tot een breuk in de levensvatbaarheid van sommige voorzieningen, die van meet af aan iedere mogelijkheid tot herstel wordt ontnomen. Wij stellen voor de recuperatie van onbezette bedden in het eerste jaar te beperken tot maximaal 25%.

Nr. 2 (van de heer David LEISTERH en mevr. Françoise SCHEPMANS)

Artikel 18

In het ontworpen artikel 15, § 1, derde lid, de volgende wijzigingen aan te brengen:

- 1° **het cijfer «5 %» te vervangen door het cijfer «7 %»;**
- 2° **het woord «drie» telkens te vervangen door het woord «vijf».**

VERANTWOORDING

Het minimumpercentage onbezette bedden waarover een voorziening mag beschikken is vastgesteld op 5%. Rekening houdend met sterfgevallen en ziekenhuisopnames is een tehuis «vol» wanneer zijn bezettingsgraad 93 à 94% bedraagt. Elke voorziening zou dus over ten minste 7% onbezette bedden moeten beschikken (met een minimum van vijf plaatsen).